

GTU
Genvej til Udvikling
(Raccourci pour le Développement)

RAPPORT DE MISSION

**PROJET INTEGRE
D'AMATALTAL AU NIGER**

**EVALUATION A MI-PAROURS DU
PROJET DE DEVELOPPEMENT
INTEGRE D'AMATALTAL
PHASE 3**

Février 2009

CONSULTANT :
Mouhamed BA, Sénégal

Téléphone D. : (221) 33 827 52 22

Téléphone P. : (221) 77 569 16 99

E-mail : mouhba@yahoo.fr

Avec l'appui des Assistants de Projet :

- Béatrice M'PO, Bénin
- Etienne FAIZOUN, Bénin

SOMMAIRE

1.	SIGLES ET ABREVIATIONS	4
2.	INTRODUCTION	5
3.	RESUME DES RESULTATS DE L'EVALUATION	6
3.1.	Développement d'un secteur de jardinage	6
3.2.	Installation de nouvelles banques céréalières	6
3.3.	Renforcement des activités génératrices de revenus	7
3.4.	Répartition des droits de propriété privés et coopératifs	7
3.5.	Renforcement organisationnelle des structures	8
3.6.	Renforcement de la participation aux assemblées générales	8
3.7.	Poursuite du service social actif	8
3.8.	Intensification des cours d'éducation pour les adultes	9
3.9.	Organisation de cours pour les jeunes	9
3.10.	Relation avec des partenaires techniques et financiers	10
3.11.	Développement d'une capacité d'influence sur les autorités	10
3.12.	Enseignement en langue touarègue et éducation générale et technique	10
3.13.	Extension de certains services publics dans la zone	11
3.14.	Situation de la sécurité dans la région	11
3.15.	Etat de la durabilité institutionnelle des acquis	12
3.16.	Etat de la durabilité économique des acquis	12
3.17.	Etat de la durabilité sociale des acquis	12
4.	RECONSTITUTION SOMMAIRE DU PROJET	14
5.	RECONSTITUTION DE LA DEMANDE (DES TDR)	15
6.	PROFIL DU PROJET	16
7.	DESCRIPTION DE LA METHODOLOGIE DE TRAVAIL	17
7.1.	Exploitation des documents disponibles	17
7.2.	Elaboration d'instruments d'évaluation	17
7.3.	Choix de sites pour l'évaluation à mi-parcours	17
7.4.	Collecte des données sur le terrain	18
7.5.	Traitement des données collectées	18
7.6.	Elaboration du rapport	19
8.	CONSTATS FAITS SELON L'OBJECTIF 1	20
8.1.	Développement d'un secteur de jardinage	20
8.2.	Installation de nouvelles banques céréalières	23
8.3.	Renforcement des activités génératrices de revenus	25
8.4.	Répartition des droits de propriété privés et coopératifs	26

9.	CONSTATS FAITS SELON L'OBJECTIF 2	30
9.1.	Renforcement organisationnelle des structures	30
9.2.	Renforcement de la participation aux assemblées générales	31
9.3.	Service social actif	32
9.4.	Intensification des cours d'éducation pour les adultes	34
9.5.	Cours adressés aux jeunes	37
9.6.	Partenaires techniques et financiers de la CA.....	38
10.	CONSTATS FAITS SELON L'OBJECTIF 3.....	40
10.1.	Capacité d'influence sur les autorités	40
10.2.	Enseignement en langue touarègue et éducation générale et technique.....	41
10.3.	Extension de certains services publics dans la zone	44
10.4.	Situation de la sécurité dans la région.....	45
11.	ANALYSE SELON LA DURABILITE DU PROJET	47
11.1.	Etat de la durabilité institutionnelle des acquis	47
11.2.	Etat de la durabilité économique des acquis	49
11.3.	Etat de la durabilité sociale des acquis.....	53
12.	CONCLUSIONS GENERALES	57
13.	RECOMMANDATIONS GENERALES.....	59
14.	DOCUMENTS ANNEXES	65
14.1.	Chronologie des activités de la mission.....	65
14.2.	Acteurs rencontrés lors de la mission.....	65
14.3.	Tableau des mesures.....	65
14.4.	Tableau des rôles dans le projet	65
14.5.	Fiches signalétiques des organisations	65
14.6.	Encadrés des localités visitées.....	65
14.7.	Diagnostic du projet selon l'outil « AFOM »	65
14.8.	Tableau synoptique des filières	65
14.9.	Tableau des compétences de la CA.....	65
14.10.	Facteurs de la viabilité au sein du projet	65
14.11.	Statistiques relatives aux écoles	65
14.12.	Statistiques relatives à l'alphabétisation	65
14.13.	Statistiques relatives aux crédits animaux.....	65

1. SIGLES ET ABBREVIATIONS

Plusieurs sigles et abréviations sont utilisés dans le rapport. Ils sont développés ci-dessous :

AG	:	Assemblée générale
AGR	:	Activités génératrices de revenus
BC	:	Banque céréalière
CA	:	Coopérative d'Amataltal (Organisation nigérienne responsable)
CE1	:	Cours élémentaire 1ère année
CE2	:	Cours élémentaire 2ème année
CI	:	Cours d'initiation
CP	:	Cours préparatoire
CM	:	Cours moyen
DANIDA	:	Agence Etatique Danoise pour la Collaboration avec les Pays en Voie de Développement
DREB/AZ	:	Direction Régionale d'Education de Base à Agadez
GM	:	Groupement Mutualiste
GtU	:	Genvej til Udvikling / Raccourci pour le Développement (Organisation danoise responsable)
IEB	:	Inspection de l'Education de Base
INDRAP	:	Institut National de Documentation, Recherche et Application Pédagogique
Karl-G Prasse	:	Linguiste danois et spécialiste de langue touarègue.
OSC	:	Organisations de la société civile
PAC	:	Programme d'Actions Communautaires
PDIA	:	Projet de développement intégré d'Amataltal
PDIA3	:	Projet de développement intégré d'Amataltal, phase 3
PTF	:	Partenaire Technique et Financier
RETREB	:	Rencontre Trimestrielle des Ecoles Bilingues
ROPAZ	:	Réseau des Organisations Pastorales de la Région d'Agadez
TDR	:	Termes de référence

Merci à l'ensemble des acteurs qui ont facilité la mission d'évaluation à mi-parcours !

2. INTRODUCTION

Pour assurer l'implémentation du projet, Genvej til Udvikling (GtU) ou Raccourci pour le Développement a choisi comme partenaire la Coopérative d'Amataltal (CA). Cette Coopérative est perçue par la population locale comme leur seule structure représentative dans la zone d'intervention.

Afin de contribuer au développement local décentralisé, une partie des activités du projet est organisée par neuf (09) communautés d'habitation appelées Groupements Mutualistes (GM) dans la zone d'intervention. Chacun des GM a élu un comité qui se réfère à la CA.

A la suite de deux phases préalables du projet (1999-2005), la CA a créé un cheptel d'animaux jugé rentable. On a ainsi développé un système où les ménages vulnérables peuvent emprunter des animaux à crédit.

Plusieurs autres activités ont été mises en œuvre : des puits ont été réhabilités, une banque céréalière a été créée, une école primaire bilingue (touareg-français) a été construite et fonctionne comme un internat, des cours pour les adultes ont également vu le jour.

Le projet en cours (phase 3) vise à consolider les résultats obtenus et à généraliser les activités afin que toute la population dans la zone d'intervention puisse bénéficier du projet. Trois (03) autres banques céréalières, équipées de moulins, ont été construites, et on a commencé à cultiver des légumes dans des parcelles maraîchères.

Dans chacun des GM, on a établi des maisons de réunions dans l'objectif de renforcer l'ancrage local du projet et des cours visant les jeunes et les adultes ont été développés. En effet, il n'est pas envisagé que le projet continue après 2010.

Le projet court de 2006 à 2010 et ses objectifs se traduisent de la façon suivante :

- Diffusion des activités génératrice de revenus en vue de diminuer la dépendance de l'élevage et de la vente de bétail
- Renforcement de la capacité interne de la Coopérative d'Amataltal
- Relèvement du niveau d'éducation des populations, avec un renforcement du sentiment d'appartenance identitaire, et un renforcement de leurs capacités à réclamer et d'exercer leurs droits.

Pour la présente mission, il s'agit de réaliser une évaluation à mi-parcours ; le but est d'évaluer la situation actuelle du projet en prenant en compte les deux phases préalables du projet, et d'envisager l'avenir du projet par un rajustement de la stratégie de sortie du projet. Et les critères essentiels sont les suivants :

- Le développement du projet par rapport au programme décrit dans la demande
- La durabilité du projet
- Des recommandations par rapport à la stratégie exit du projet.

L'évaluation à mi-parcours aura pour base le document de projet approuvé, dans l'optique de déterminer si les activités planifiées ont été implémentées à temps, selon le calendrier de projet, et si les activités ont apporté les effets souhaités.

3. RESUME DES RESULTATS DE L'EVALUATION

Le résumé proposé se raccorde essentiellement aux différents contenus déclinés à partir des objectifs essentiels du projet.

3.1. Développement d'un secteur de jardinage

Dans la zone du projet, la transhumance et le jardinage ne sont pas forcément incompatibles ; chez les populations, il semble y avoir prise de conscience de l'importance du jardinage. Ainsi donc, le jardinage semble constituer un complément important à l'élevage pour des populations pourtant nomades.

L'activité de jardinage dans la zone du projet propose une certaine typologie : il y a un jardin de démonstration, des jardins communautaires, des jardins familiaux ; on parle aussi de jardins dits individuels mais, en réalité, ce sont aussi des jardins familiaux.

Les appuis apportés par le projet à l'activité sont relativement importants en nombre mais encore jugés insuffisants en quantité : de l'outillage, des semences, des produits phytosanitaires, des clôtures de diverses formes et des vivres de soutien au démarrage de la production.

Toutefois, l'accent semble avoir été mis plus sur le matériel que sur les aspects techniques malgré un stage organisé en matière d'agriculture. Par ailleurs, l'activité de maraîchage recèle des contraintes qui constituent de véritables facteurs limitants tels que l'eau qui est partout jugée insuffisante.

3.2. Installation de nouvelles banques céréalières

En fait, les populations de la zone de couverture du projet disposent de 04 banques céréalières dont 03 nouvelles ; la quatrième est installée par le Programme d'Actions Communautaires (PAC) pour renforcer les efforts de la CA. On y stocke en principe 40 tonnes de vivres par banque céréalière : du mil et parfois du riz.

Les banques céréalières sont valorisées différemment mais facilitent toutes l'accès des populations aux vivres : il y a le modèle conceptuel d'une banque couplée avec un moulin, le modèle d'une banque couplée avec un moulin monté à côté d'un puits et d'un centre de cours et de réunions, le modèle d'une banque couplée avec un moulin monté à côté d'un puits, d'un jardin potager et d'un centre de cours et de réunions.

A l'observation, le fonctionnement du complexe « banque céréalière-moulin à mil » ne semble pas aussi efficace que prévu : ce couplage devait aider à l'allégement des travaux dits féminins, malheureusement, selon la mission, le moulin à mil n'est nul part correctement utilisé. Il faut cependant préciser que l'assertion n'est pas de l'avis des populations d'Amataltal et d'In-Jighrane.

Selon ces populations, les revenus tirés du moulin permettent de faire des versements à la coopérative et des réalisations dans les villages ; A Amataltal, les revenus ont même permis d'acquérir un deuxième moulin.

Concernant l'utilisation des vivres, celles-ci s'épuisent très rapidement et de façon prématurée ; déjà, dès le mois de février, avant la période de soudure, des risques de pénurie s'annoncent et cela remet en cause le principe même de la banque céréalière qui constitue un stock de sécurité favorisant une stabilisation des prix. Le plus souvent, les

vivres sont vendues aux populations ; il arrive cependant que des vivres soient cédés à crédit mais exceptionnellement.

3.3. Renforcement des activités génératrices de revenus

Il y a en effet de l'artisanat dans la zone mais, concernant le renforcement des capacités en artisanat, la mission n'a rien pu constater : aucun centre de formation technique ou technologique n'est visité ; aucun formateur ni maître artisan n'est rencontré non plus.

Bien entendu, les performances et les produits constatés sur place confirment bien des apprentissages.

Toutefois, pour l'artisanat, un volet de collaboration se développe progressivement avec l'extérieur et c'est une opportunité : certains des objets sont vendus sur place à des touristes dans les années de paix, d'autres sont vendus par l'intermédiaire de la GtU à un public danois.

3.4. Répartition des droits de propriété privés et coopératifs

Sur la répartition des droits, il y a effectivement une certaine équité en ce qui concerne les moyens de production et les produits.

Pour les cultures maraîchères, la gestion des moyens de production est généralement collective ; ce sont les jardiniers eux-mêmes qui s'organisent pour décider de l'utilisation à faire des moyens mis à disposition : par exemple, pour les outils, certains sont répartis alors que d'autres restent collectifs comme la charrette et la brouette.

Pour les banques céréalières, la gestion des vivres est toujours faite selon un double système de régulation : le principe de « un sac une famille » et la « suspension à mi-parcours ».

Pour les moulins à mil, il y a comme un paradoxe mais les populations trouvent des solutions propres : les moulins appartiennent aux femmes mais elles s'adjoignent des hommes pour les aider à les manipuler.

Pour le renforcement de la sécurité alimentaire, des efforts réels ont été fournis en direction des plus pauvres et quelques résultats sont enregistrés même s'il y a des corrections à faire : la disponibilité, l'accès, la stabilité et l'utilisation des vivres.

Pour le crédit animal dont les femmes aussi profitent, le système fonctionne tant bien que mal puisqu'il s'est poursuivi jusqu'en 2008 à partir des animaux remboursés par les premiers bénéficiaires ; seulement, il pourrait être mis en péril par une forme de gestion paternaliste : la CA pardonne aux mauvais payeurs créant ainsi un précédent préjudiciable à la survie de l'initiative.

Pour le système éducatif, l'ethnie Touarègue est privilégiée mais c'est normal. On observe que les effectifs dans les écoles de la zone sont généralement faibles et c'est la conséquence de la réticence passée des Touaregs à inscrire leurs enfants à l'école. Pourtant, les filles Touarègues y bénéficient d'une grande considération. Et, heureusement, certaines conditions favorables se mettent en place.

3.5. Renforcement organisationnelle des structures

A propos du développement organisationnel, il y a un système d'organisation extrêmement intéressant : le projet est tout de suite confié à une coopérative locale par la GTU ; cette coopérative dispose de groupements mutualistes qui deviennent ses démembrements dans diverses localités ; et, selon les localités, plusieurs types de comités de gestion sont alors installés.

La coopérative est considérée comme un véritable moteur de développement local et toute une panoplie d'appuis est apportée par la CA aux différentes communautés villageoises concernées.

Au niveau des GM, plusieurs types d'activités sont menés par le projet : fonçage ou réhabilitation de puits, mise en place de jardins potagers, élevage et octroi de crédits animaux, gestion de banques céréalières, gestion de moulins à mil, alphabétisation et réunions diverses, cotisations des membres. Les activités sont généralement appréciées.

Les comités de gestion sont certes toujours dénommés ; ils devraient constituer les bras techniques des GM et de la CA, cependant, ce qui semble mis en avant, en particulier lors de visites, c'est un individu, un gérant ou un travailleur individuel au détriment de l'organisation en tant que structure. C'est à corriger.

3.6. Renforcement de la participation aux assemblées générales

De façon générale, il faut admettre la capacité extraordinaire de mobilisation de la part de la population de la zone : les communautés prévenues ont répondu présent aux rencontres souhaitées par la mission d'évaluation, les communautés prises par surprise ont aussi souvent réagi très vite malgré la dispersion des campements et c'est une performance pour un peuple nomade.

Au niveau de la Coopérative d'Amataltal, la participation aux assemblées générales est jugée excellente ; Amataltal offre ainsi un bel exemple de populations sédentarisées après des siècles de nomadisme.

Au niveau des Groupements Mutualistes, la participation aux assemblées générales est généralement bonne ; les GM polarisent plusieurs campements dispersés dans l'espace, ce qui devait rendre difficile la présence aux AG.

Au niveau des groupements de femmes, la participation des membres aux AG est significative ; par exemple, à In-Jighrane, le bureau du groupement des femmes est renouvelé chaque année ce qui augure d'une certaine facilité à organiser des AG

3.7. Poursuite du service social actif

Malgré ses déplacements ou la transhumance, le Touareg ne s'écarte pas vraiment de son terroir : dans la même niche écologique, la distance ne semble pas exister ; c'est ainsi qu'il est possible d'installer des infrastructures dans des lieux jugés isolés par un observateur étranger ; chaque puits est « un village invisible » selon l'expression de Mme Ingrid Poulsen.

Une équipe de 07 personnes dont le coordonnateur du projet mène des activités de sensibilisation d'une localité à une autre ; l'équipe sillonne les localités (villages et campements) pour informer et sensibiliser les populations, pour aussi participer à la

résolution des conflits. Et le fait que le coordonnateur du projet inspire respect et confiance facilite vraiment ce travail de sensibilisation.

Toutefois, à l'observation, il y a un aspect informel dans les façons de faire mais c'est à préserver ; en effet, il n'est pas souvent indiqué de formaliser systématiquement l'informel. Il suffit de mieux structurer et de compléter le travail de sensibilisation et d'animation sur le terrain en recrutant de jeunes animateurs outillés, donc bien formés.

3.8. Intensification des cours d'éducation pour les adultes

Pour les adultes, il n'y a pas à proprement parler de cours d'éducation générale ; il n'y a pas non plus de formation professionnelle. Il y a cependant des cours d'alphabétisation pour, semble-t-il, un processus devant durer pendant 05 campagnes de 06 mois chacune : cinq années, c'est excessif pour une alphabétisation initiale.

Cette alphabétisation assure l'apprentissage de la lecture, de l'écriture et du calcul articulé à certains thèmes éducatifs : il y a comme une alphabétisation fonctionnelle mais l'articulation entre les cours théoriques et les activités est à améliorer.

Les populations souhaitent réellement l'installation de centres d'alphabétisation dans leurs localités respectives ; il y a ainsi un potentiel important d'auditeurs si l'on part du principe que la distance n'existe pas dans le terroir touareg. Toutefois, paradoxalement, les effectifs dans les centres baissent.

Pourtant, l'alphabétisation offre un certain espoir, celui d'améliorer la situation professionnelle ; c'est peut-être cela qui explique les motivations de certains Touaregs : le recrutement comme alphabétiseur ou comme gérant d'une banque céréalnière.

Par ailleurs, les conditions locales sont généralement favorables à un bon apprentissage : une échelle de mesure des connaissances est retenue par la Direction nationale de l'éducation non-formelle et des indicateurs de type quantitatif sont aussi identifiés.

Il faut alors reconnaître que tout un dispositif est mis en place pour une activité correcte d'alphabétisation. Cependant, l'organisation pédagogique des cours d'alphabétisation pose problème : non seulement le temps d'apprentissage est trop long mais aussi les classes sont généralement des classes fourre-tout ; en effet, il y a une grande hétérogénéité tant en ce qui concerne l'âge que l'ancienneté des apprenants dans une même classe.

Par ailleurs, il faut dire que les campagnes d'alphabétisation s'accompagnent de plusieurs types de difficultés qui se rencontrent aussi bien au niveau des maîtres qu'au niveau des auditeurs.

3.9. Organisation de cours pour les jeunes

Les stages destinés aux jeunes sont généralement mixtes ; ils comprennent des hommes et des femmes ; trois paquets ont été proposés et réalisés en matière de stages :

- Un premier stage a porté sur plusieurs thèmes mais la cohérence globale est difficilement perceptible ;
- Un deuxième stage a porté sur l'élevage ; il est jugé pertinent pour le projet mais oublie les femmes ;

- Un troisième stage a porté sur l'agriculture ; il corrige quelque peu l'absence des femmes mais son efficacité sur le terrain reste peu visible.

Concernant les jeunes hommes, les cours dispensés n'ont pas encore créé l'enthousiasme : il y a comme un malaise chez certains jeunes ; d'autres, par dépit, sont même tentés de rejoindre les groupes armés ou d'émigrer vers la Lybie, l'Algérie et le Nigéria.

Chez les jeunes filles, il semble y avoir beaucoup plus de sérénité ou de stabilité mais ce n'est pas sans plainte : la sécheresse accentue la pauvreté, l'éloignement de l'eau limite le jardinage et, en plus, il y a des problèmes de santé tant humaine qu'animale.

3.10. Relation avec des partenaires techniques et financiers

La Coopérative d'Amataltal déclare collaborer avec quelques partenaires techniques et financiers tels que l'IRD et HED mais il faut toutefois préciser que, lors de la mission d'évaluation à mi-parcours, il n'est nulle part évoqué ces partenaires techniques et financiers.

Ce qu'on peut en déduire, c'est que soit leurs appuis sont peu significatifs par rapport à l'étendue de la zone du projet, soit leurs relations avec les populations sont encore timides.

3.11. Développement d'une capacité d'influence sur les autorités

Parmi les leaders de la zone ou parmi les responsables de la Coopérative d'Amataltal, il y a une véritable potentialité : il s'agit du coordonnateur du projet.

Il reste respecté à la fois par les autorités administratives et les membres de la « rébellion » pour avoir occupé des fonctions importantes dans le pays. Sur le principe, il peut alors influencer les autorités politiques et administratives sur beaucoup de décisions.

Cependant, pour des objectifs de pérennité de cette capacité d'influence dans la zone, il importe de renforcer les compétences de plusieurs des leaders locaux en matière de plaidoyer/lobbying.

Par ailleurs, il y a une force à capter, à mieux organiser et à valoriser : c'est la capacité extraordinaire de mobilisation chez les populations de la zone.

3.12. Enseignement en langue touarègue et éducation générale et technique

Aucune nouvelle école bilingue n'est créée pendant le PDIA3 dans la zone d'Amataltal. Et l'école bilingue n'arrive pas encore à se constituer en école « modèle ». Pourtant, elle offre des preuves que ses élèves font de bons résultats aux tests et aux examens.

Les enseignants semblent sinon compétents du moins convaincus et très engagés dans le bilinguisme. Seulement, l'école bilingue demande beaucoup d'investissements en temps et en énergie alors qu'il n'y a plus de « primes » de motivation : avec le désengagement du projet de l'enseignement bilingue, les difficultés ont augmenté ; par ailleurs, s'il y a eu des séminaires pour les enseignants, ceux-ci portent sur la linguistique et non sur le bilinguisme.

Il faut dire que les résultats enregistrés par l'école bilingue sont excellents ; malgré cela, la volonté politique ne s'affirme pas vraiment pour sa réelle promotion ; pourtant, il semble que l'Etat garde toujours l'option de généraliser les écoles bilingues dans sa stratégie éducative.

En plus, les populations sont toujours réticentes par rapport à ce type d'école bilingue ; il y a comme un retournement : avant, elles ne voulaient pas de l'école qui pouvait aliéner, maintenant, c'est de la langue nationale qu'elles ne veulent pas à l'école même si le taux horaire qui lui est accordé est dégressif de cours en cours.

Pour le cas spécifique de l'école bilingue d'Amataltal, de nombreuses difficultés sont déplorées qui jouent sur la taille des effectifs : des difficultés au niveau de la cantine scolaire qui ne supporte pas correctement les enfants ; des difficultés au niveau du jardin scolaire dont la production est peu significative.

Et, pour glisser vers l'éducation générale et technique, celle-ci ne constitue pas encore une priorité pour les populations de la zone du projet ; les questions d'éducation générale et technique restent encore marginales ; elles apparaissent comme imposées de l'extérieur.

3.13. Extension de certains services publics dans la zone

Il y a quelques petits efforts fournis pour que les habitants de la région soient respectés mais il reste encore beaucoup à faire que pour les populations obtiennent des services publics similaires aux avantages acquis par le reste privilégié du Niger

Il ne faut pas se faire d'illusions ; certains services ne seront pas faciles à acquérir : ainsi, comparer la zone d'Amataltal au reste privilégié du Niger semble encore prématuré.

3.14. Situation de la sécurité dans la région

Il faut reconnaître qu'il y a effectivement des attaques à main armée dans une partie de la région qui accueille le projet. Ce qu'il faut comprendre, c'est que, selon les populations, l'insécurité provient en fait de deux sources : certes, il y a les groupes armés généralement constitués de Touaregs, mais il y a aussi des éléments de l'armée qui sont accusés de certaines attaques.

En plus, et c'est dangereux, il faut admettre qu'il y a un mécontentement presque généralisé dans la zone : certains leaders sont révoltés par la misère qui prévaut dans toute la région qui couvre le projet alors que c'est à que l'uranium est exploité.

La situation d'insécurité ajoutée au mécontentement généralisé engendre la peur et limite ainsi les déplacements ; évidemment, cela ralentit ou gêne certaines activités du projet.

Ainsi donc, les futures possibilités de développement dépendent en grande partie de l'Etat nigérien. Il semble en effet que si les richesses tirées de la région reviennent en partie à la région et y produisent des impacts significatifs, le mécontentement qui se généralise pourrait se dissiper progressivement.

3.15. Etat de la durabilité institutionnelle des acquis

L'organigramme du projet semble se confondre avec celui de la Coopérative d'Amataltal mais le principe de la confusion n'est pas mauvais en soi puisque cela traduit une intégration des deux entités ; il y a cependant la condition que les membres de la coopérative s'approprient réellement le projet.

En tout cas, il y a réellement une orientation de l'ensemble des activités vers les groupes sociaux appuyés : le projet est rattaché à une coopérative endogène et le coordinateur du projet qui est Touareg constitue un atout important dans le système.

Pour la capacité organisationnelle, il y a certes des acquis mais aussi des insuffisances à corriger ; une ONG locale dénommée Taghilte est en cours de création qui, correctement appuyée et positionnée, pourrait constituer une alternative importante à la GtU. Par ailleurs, comme garantie, divers acteurs extérieurs mais locaux interviennent dans le cadre du projet pour apporter leur appui.

3.16. Etat de la durabilité économique des acquis

La capacité financière des principaux niveaux d'organisations s'installe progressivement mais dans un environnement mal maîtrisé. Par ailleurs, les crédits octroyés au niveau des groupements mutualistes restent mal gérés, faute de rigueur.

Ce qui fait plaisir, c'est qu'on constate un partage de certains coûts entre la GtU et la CA et qu'on constate aussi la prise en charge entière d'autres coûts par la Coopérative d'Amataltal. C'est pour dire que la Coopérative d'Amataltal et ses démembrements disposent de ressources propres mais qu'il y a nécessité d'en améliorer la gestion.

Toutefois, par rapport à l'ensemble des charges, les ressources propres à la Coopérative d'Amataltal sont relativement faibles. Par ailleurs, il importe de poser le problème de la gestion financière au niveau Projet de développement intégré d'Amataltal : cette gestion est en grande partie assurée par une seule famille mais cela pourrait se justifier.

Il reste qu'il est urgent de prendre les dispositions nécessaires pour faire progressivement les transferts nécessaires à la CA. Il y a différents types de transferts à faire malgré le niveau d'instruction qui prévaut dans la zone : transfert de capacités, transfert de responsabilités, transfert du patrimoine. Le transfert de fonctions n'est pas encore concerné mais il y a des compléments à y apporter.

Par ailleurs, sauf au niveau d'Agadez, la gestion des biens de l'ensemble des organisations est plutôt de type informel : les ressources financières sont simplement cachées et tout est estimé avec beaucoup d'approximations ; or, il s'agit d'un projet à gérer et donc de comptes à faire et à rendre.

3.17. Etat de la durabilité sociale des acquis

Le modèle complexe d'une banque céréalière monté à côté d'un puits, d'un jardin potager et d'un centre polyvalent est extrêmement polarisateur : tout un dispositif est donc là pour davantage mobiliser les populations, pour les mettre en relation à court terme et même pour les sédentariser à long terme. Et cette sédentarisation ou cette stabilisation est un excellent facteur de durabilité.

Dans l'ensemble, les objectifs du projet semblent liés avec les stratégies de développement nationales. En plus, la Coopérative d'Amataltal a engagé plusieurs formes de lutte contre la désertification, ce qui arrange bien l'Etat dans sa gestion des ressources naturelles. Il faut cependant reconnaître qu'il y a encore des démarches à entreprendre pour mieux garantir la viabilité ou la pérennité des acquis du projet : il s'agit de diversifier le partenariat et de créer des synergies.

Concernant les objectifs du projet, il y a des déclarations qui interpellent : autodétermination, renforcement de l'identité et de la capacité à revendiquer des droits. En tant normal, elles sont pertinentes, mais dans cette période de « mise en garde » et pour l'ethnie Touarègue, elles peuvent prendre d'autres sens et ainsi sacrifier les bonnes intentions.

Toujours, relativement à la durabilité sociale, plusieurs des technologies nouvelles introduites dans la zone ne semblent pas réellement adaptées : le groupe électrogène en particulier n'est pas vraiment rentabilisé par les populations et le modèle de moulin à mil est à reconsidérer.

4. RECONSTITUTION SOMMAIRE DU PROJET

Cette reconstitution du Projet est très sommaire : elle est faite sur la base des documents reçus. C'est une proposition qui synthétise le modèle d'intervention du Projet.

Structure	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Genvej til Udvikling (GtU) / Raccourci pour le Développement
Titre du projet	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Projet Intégré d'Amataltal, Phase 3 (PIA3) approuvé le 30/01/2006
Evolution du projet (phases)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Projet Elevage à Amataltal 1999-2002 (PEA) ▪ Projet Intégré d'Amataltal 2002-2005 (PIA) ▪ Projet Intégré d'Amataltal 2006-2010, phase 3 (PIA3)
Localisation du projet	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Niger, Région d'Agadez, Département de Tchirozérine, Communes rurales d'Ingal et d'Aderbissinat (zone d'Amataltal)
Partenaires financiers	<ul style="list-style-type: none"> ▪ DANIDA
Objectifs de développement	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Renforcement de l'autosuffisance, de l'autodétermination et de la confiance en soi dans la zone d'Amataltal, en vue de créer la sécurité et l'enthousiasme chez ceux qui veulent y habiter et y sentent une appartenance
Objectifs du projet	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Réduction de la dépendance de l'élevage et de la vente de bétail à l'aide d'une diversification des activités professionnelles ▪ Amélioration de la création de capacités interne à la CA ▪ Renforcement du niveau d'éducation de la population, de son identité et de sa capacité à revendiquer ses droits
Population visée	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Plus de 13.500 pers selon demande et 26 000 selon déclarations ▪ Ethnies provenant de régions (transhumants) ▪ Habitants de zones proches ou lointaines (peu favorisés)
Stratégie	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Prestations de services (jardinage, banque céréalières, moulins) ▪ Création de capacité (Comités, GM, CA, Centre de réunions) ▪ Plaidoyer (population, langue, zone Amataltal, région Agadez)
Composantes essentielles	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Sécurité alimentaire ▪ Organisation institutionnelle ▪ Alphabétisation/éducation des adultes ▪ Education des enfants ▪ Artisanat, élevage, animaux à crédit, réhabilitation de puits
Approche du projet	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Responsabilisation de la Coopérative d'Amataltal (CA) ▪ Consolidation des résultats obtenus ▪ Généralisation des activités
Période du projet	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Janvier 2006-décembre 2010
Autorités concernées	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Agence nationale pour l'environnement, avec division à Agadez ▪ INDRAP à Niamey ▪ Direction Régionale d'Education de Base à Agadez (DREB/AZ) ▪ Inspection de l'Education de Base (IEB) à Tchirozérine et Ingal

5. RECONSTITUTION DE LA DEMANDE (DES TDR)

Cette reconstitution de la demande de prestation de service est faite sur la base des termes de référence. Il est fait soit par simple extraction, soit par déduction.

Titre de la demande	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Evaluation à mi-parcours du Projet Intégré d'Amataltal, phase 3
Commanditaire	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Genvej til Udvikling (GtU) / Raccourci pour le Développement
Projet	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Projet Intégré d'Amataltal, phase 3 (PIA3)
But de la mission	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Evaluer la situation actuelle du projet et envisager l'avenir du projet par un réajustement de la stratégie de sortie du projet
Critères essentiels d'évaluation	<ol style="list-style-type: none"> 1. Développement du projet par rapport à la demande 2. Durabilité du projet 3. Recommandations par rapport à la stratégie de sortie du projet
Axes centraux de l'évaluation	<ol style="list-style-type: none"> 1. Education et effets dérivés (école bilingue, cours) 2. Diffusion des activités génératrices de revenus 3. Renforcement de la capacité interne 4. Situation de la sécurité dans la région 5. Durabilité du projet et sa stratégie de sortie
Méthodologie de travail	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Séances de travail avec un Expert en élevage et en agriculture ▪ Séjour terrain <ul style="list-style-type: none"> - Implication CA et Enseignants dans la collecte des données - Facilitation de 05 réunions au sein de fora (AG, CA, J et F) - Collecte d'informations - Traitement des informations (dépouillement, commentaires, constats, analyses) ▪ Rédaction du draft rapport d'évaluation ▪ Finalisation du rapport d'évaluation
Lieux de la mission	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Niger ▪ Région d'Agadez ▪ Département de Tchirozérine ▪ Communes rurales d'Ingal et d'Aderbissinat (zone d'Amataltal)
Acteurs à rencontrer	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Expert en élevage et en agriculture ▪ CA (Coopérative d'Amataltal) ▪ Groupements Mutualistes (09 GM) ▪ ONG Taghilt ▪ Habitants de la zone (selon structuration en sexe, âge, ethnie)
Echéances	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Période de l'évaluation : 02 au 15 février 2009 ▪ Date du dépôt du rapport (draft) : Avant 31 mars 2009

6. PROFIL DU PROJET

Le principal responsable du projet était invité à proposer des contenus à plusieurs rubriques permettant de présenter le Projet ; il importe en effet que la compréhension des éléments essentiels du Projet soit harmonisée avant toute activité d'évaluation.

Toutefois, certains contenus sont tirés des documents disponibles puis discutés de façon informelle.

N°	Rubriques	Contenu
1	<i>Nom et titre du dirigeant</i>	▪ Ghabdouane MOHAMED
2	<i>Dénomination sociale du projet</i>	▪ Projet de Développement Intégré d'Amataltal, Phase 3 (PIA3) approuvé le 30/01/2006
3	<i>Siège du projet</i>	▪ Agadez
4	<i>Organigramme du projet</i>	▪ AG / Bureau CA / GM / Comités de gestion
5	<i>Nombre d'employés</i>	▪ 06 officiels ▪ Plus de 60 bénévoles
6	<i>Zone de couverture du projet</i>	▪ Niger, Région d'Agadez, Département de Tchirozérine, Communes rurales d'Ingal et d'Aderbissinat (zone d'Amataltal)
7	<i>Evènements clés dans la vie du projet</i>	▪ Arrestation du coordinateur (2 mois de prison) ▪ Année de sécheresse terrible en 2005 ▪ Pluie diluviennes en 2007 / Inondation avec perte du bétail
8	<i>Groupes cibles</i>	▪ Plus de 26 000 personnes ▪ Ethnies provenant des régions (transhumants) ▪ Habitants de zones proches ou lointaines (peu favorisés)
9	<i>Vision du projet</i>	▪ Développement de la zone ▪ Lutte contre la désertification et la pauvreté ▪ Pérennisation du projet à travers les BC, les crédits animaux, l'éducation et la réhabilitation de puits
10	<i>Mission du projet</i>	▪ Renforcement de l'autosuffisance, de l'autodétermination et de la confiance en soi dans la zone d'Amataltal, en vue de créer la sécurité et l'enthousiasme chez ceux qui veulent y habiter et y sentent une appartenance
11	<i>Objectif général</i>	
12	<i>Activités actuelles</i>	▪ Sécurité alimentaire ▪ Organisation institutionnelle ▪ Education (enfants et adultes ; alphabétisation) ▪ Artisanat ▪ Elevage, animaux à crédit ▪ Appuis en puits
13	<i>Sources de financement</i>	▪ Danida
14	<i>Budget général</i>	▪ 505 350 000 F CFA dont 268 390 000 la 1 ^e année
15	<i>Partenaires déclarés du projet</i>	▪ PAC (Programme d'actions communautaires) ▪ IRD (International Relief Development) ▪ HED-Tamat (Homme Environnement Développement) ▪ ONG Tishit (Energie en tamasheq)
16	<i>Durée du projet</i>	▪ 05 ans
17	<i>Période du projet</i>	▪ Janvier 2006 - décembre 2010

7. DESCRIPTION DE LA METHODOLOGIE DE TRAVAIL

La méthodologie de travail comporte plusieurs étapes jugées importantes :

1. Exploitation des documents disponibles
2. Elaboration d'instruments d'évaluation
3. Choix de sites pour la mission d'évaluation à mi-parcours
4. Collecte des données sur le terrain
5. Traitement des données collectées
6. Elaboration du rapport de mission (provisoire, final)

7.1. Exploitation des documents disponibles

Les documents reçus ont permis de mieux comprendre le Projet de Développement Intégré d'Amataltal Phase 3 (PDIA3).

Les documents sont les suivants :

- Rapport d'évaluation (Projet Elevage à Amataltal, 1999-2002).
- Rapport d'évaluation (Projet Développement Intégré à Amataltal, 2002-2005).
- Document du projet et demande du projet
- Rapport d'inspection professionnelle élaboré par un expert en élevage de bétail (2008-2009).

7.2. Elaboration d'instruments d'évaluation

Plusieurs instruments d'évaluation sont élaborés.

Ils sont essentiellement conçus pour faciliter et visualiser les réalisations par objectif retenu dans le document de formulation de la demande :

- Tableau des mesures
- Tableau des rôles dans le projet
- Fiches signalétiques des organisations
- Encadrés des localités visitées
- Diagnostic du projet selon l'outil « AFOM »
- Diagnostic des localités visitées
- Tableau synoptique des filières
- Facteurs de la viabilité au sein du projet
- Grille de structuration des informations
- Tableaux de statistiques.

Cela fait au total dix (10) types d'instruments de suivi-évaluation.

7.3. Choix de sites pour l'évaluation à mi-parcours

Un échantillonnage n'a pas été fait pour le choix des sites à visiter.

La mission a laissé le libre choix aux membres de la CA de proposer les sites pouvant intéresser une mission d'évaluation à mi-parcours, soit parce les succès sont à exhiber, soit parce que des problèmes se posent qui ont besoin d'être analysés.

Toutefois, la mission a parfois orienté vers une localité donnée pour voir les réalisations ou proposé des modifications à la planification pour mieux apprécier la capacité de mobilisation des populations prises au dépourvu.

Les visites des sites ont été pleines d'enseignements.

7.4. Collecte des données sur le terrain

Les données ont été collectées sur le terrain, à travers les instruments d'évaluation retenus.

Il y a eu diverses rencontres, des visites de terrain (des observations), des entretiens ouverts avec divers acteurs dont des femmes, des réflexions communes avec les leaders autour d'outils dits participatifs.

Les acteurs rencontrés sont relativement nombreux :

- Un expert en élevage, le coordinateur PAC à Niamey
- Un auditeur, le directeur de Kolen Consulting à Niamey
- Un conseiller pédagogique IEB/FA
- Un inspecteur Alphabétisation du département de Tchirozérine
- Trois enseignants de l'école bilingue Karl G. Prasse d'Amataltal
- Le coordonnateur du projet (PDIA3)
- Des salariés du projet (comptable, factotum)
- Le chef du village d'Amataltal
- Les principaux responsables de la CA
- Des membres de groupements de femmes
- Des membres de différents GM mis en place par la CA
- Des maîtres alphabétiseurs
- Des auditeurs d'alphabétisation
- Des jardiniers sur différents sites
- Des groupes d'artisans
- Des salariés du projet (comptable et factotum).

Au cours des entretiens et des visites de terrain, plusieurs instruments préparés ont été remplis et ont permis de collecter diverses données pouvant se recouper ; évidemment, il était attendu que les groupes d'acteurs se complètent au fur et à mesure des rencontres.

7.5. Traitement des données collectées

Les informations collectées ont été dépouillées puis structurées tout en tenant compte des attentes déclarées dans les termes de référence.

Les différentes données ont été organisées de manière à obtenir diverses hypothèses :

- Constats sous forme de petites conclusions
- Commentaires, argumentations ou éléments d'illustration par constat
- Analyse selon des critères de durabilité
- Conclusions générales
- Recommandations générales.

Bien entendu, les analyses et les recommandations interviennent après la structuration d'une masse relativement importante d'informations. En effet, tandis que les éléments de

commentaire accompagnent les constats, les analyses sont plus globalisantes et se font de façon transversale en référence aux critères de durabilité retenus.

7.6. Elaboration du rapport

Dans un premier temps, la rédaction du rapport d'évaluation suit le processus adopté pour l'analyse des résultats :

- Constats par objectif sous forme de petites conclusions
- Eléments de commentaires ou d'illustrations par constat
- Eléments d'analyse par critère (durabilité institutionnelle, durabilité économique, durabilité sociale).

Dans un deuxième temps, il est abordé par les conclusions générales et puis les recommandations générales.

Pour la mission d'évaluation à mi-parcours, il est prévu une version provisoire du rapport et une version finale qui tiendrait compte des observations des responsables de la GtU.

8. CONSTATS FAITS SELON L'OBJECTIF 1

L'objectif 1 est ainsi libellé : « Réduction de la dépendance des populations vis-à-vis de l'élevage et de la vente de bétail à l'aide d'une diversification des activités professionnelles ».

8.1. Développement d'un secteur de jardinage

Le projet prévoit l'installation de 06 jardins maraîchers dans les 06 localités que sont Ekawel, Amazzégri, In-Jighrane, Wourzaddam, Tchín-Eqqade et Amataltal.

Dans la zone du projet, transhumance et jardinage ne sont pas forcément incompatibles

La mission a visité 21 jardins dont ceux d'In-Jighrane, Wourzaddam et Amataltal:

- Selon les populations de Tabhawout, le jardinage se fait toujours sur le terrain d'attache (le terroir ou la niche écologique)
- Alors cela n'empêche pas la liberté des personnes
- Cela ne gêne en rien la transhumance telle qu'elle est conçue actuellement
- Le jardin est pour l'autoconsommation et procure aussi de l'argent
- Le revenu est compris entre 100 000 et 150 000 F par campagne
- La période de culture dure environ 06 mois, soit de novembre à mai.

Chez les populations, il semble y avoir prise de conscience de l'importance du jardinage

D'après les personnes rencontrées, l'élevage seul ne suffit plus pour nourrir son homme et elles s'en expliquent :

- Il y a la réduction des pâturages avec la sécheresse
- Il y a aussi les maladies animales
- Tout cela entraîne des pertes d'animaux et donc à la fois une insuffisance de nourriture en termes de viande et de lait
- Il a fallu pour les éleveurs, avec les informations provenant de la CA, faire un retour vers la terre et ainsi pratiquer le jardinage
- En fait, de façon plus globale, c'est la diversification des activités qui est ainsi la bienvenue.

En conséquence, les jardins sont nombreux et semblent donc importants dans la vie des populations

D'après les membres de la coopérative d'Amataltal, il y avait 60 à 70 jardins au total dans la zone de couverture du projet mais il y a eu réduction :

- Aujourd'hui, environ 50 jardins fonctionnent (ou sont opérationnels)
- 21 jardins ont été visités par la mission dans 06 localités différentes
- Les spéculations sont, à quelques exceptions près, les mêmes partout : tomate, oignon, pomme de terre, courge, salade...
- Parfois, on trouve aussi du maïs et du blé qui sont plutôt des cultures vivrières
- Et le constat est que les populations en redemandent en exprimant bien sûr quelques besoins d'appui

- Les besoins exprimés concernent généralement la clôture, l'eau d'arrosage, des vivres pour aide au démarrage de la production maraîchère.

Les jardins visités à Wourzaddam rendent compte de ce qui se passe généralement dans la zone du projet

- La mission a pu visiter à Wourzaddam trois jardins appuyés par le PDIA
- Deux des jardins sont clôturés par un mur en banco mais depuis seulement 2008 en remplacement du grillage qu'il y avait
- Ce sont des jardins familiaux et sont installés depuis 03 ans
- Les maraîchers ont déjà réalisé trois récoltes et la quatrième est attendue
- Les productions successives ont permis des gains de 100 000 F par récolte sans compter la partie autoconsommée
- Il semble que l'alphabétisation et les formations dispensées ont aidé à mieux tenir compte des périodes de semis.

Dans la zone de couverture du projet, il est possible de parler d'une typologie de l'activité de jardinage

En effet, il y a plusieurs types de jardins

- Il y a un jardin de démonstration à Amatalal qui cherche à prouver la possibilité et la pertinence de la culture maraîchère
- Il y a des jardins communautaires comme à Wourzaddam et à Foudouk mais fonctionnant selon deux modalités : travail collectif ou travail individuel dans des parcelles réparties
- Il y a des jardins familiaux comme à Tabhawout et à Marandet où y travaillent le chef de famille, l'épouse et les enfants
- Il y a les jardins dits individuels mais en réalité ce sont aussi des jardins familiaux.

En matière de jardinage, les appuis apportés par le projet sont relativement importants (en nombre) mais encore jugés insuffisants (en quantité)

Dans toutes les localités visitées, pratiquement les mêmes types d'appuis ont été proposés à l'activité de jardinage :

- La CA a offert l'outillage à chaque groupe de jardiniers (pelles, pioches, râdeaux, arrosoirs, binettes, charrettes, brouettes)
- Des semences ont été distribuées
- Des produits phytosanitaires ont été offerts
- Des puits ont été soit foncés soit réhabilités
- Des clôtures de diverses formes (grillage, barbelé, banco) sont financées
- Par ailleurs, la CA a aidé, au début du projet, en vivres de soutien au démarrage de la production.

Toutefois, l'accent semble avoir été mis plus sur le matériel que sur les aspects techniques

A l'observation il y a effectivement besoin d'un appui technique malgré un stage organisé en matière d'agriculture :

- La préparation du terrain est à améliorer
- Dans la même parcelle, les planches sont inégales ; elles vont de 1m² à 4m² ou plus

- Cela ne facilite pas le dosage des différents apports (quantité d'eau, quantité de semences, quantité de produits phytosanitaires)
- Le système d'arrosage est inadapté pour les petites parcelles
- En effet, il y a arrosage par irrigation plutôt qu'arrosage par arrosoir
- Il y a réellement donc gaspillage de l'eau déjà jugée très rare.

Par ailleurs, que penser de l'utilisation des produits phytosanitaires par rapport à la santé et à l'environnement ?

Il y a, en effet, des incidences sur la santé et la mission avait fait un test :

- Une tomate cueillie dans un jardin à Wourzaddam ne pouvait pas être tout de suite consommée
- D'après le jardinier, elle contenait encore du poison néfaste à la santé et il fallait donc attendre quelques jours sans plus de précision
- S'il y a donc prise de conscience du danger des produits phytosanitaires, il n'y a maîtrise ni du dosage utile, ni de la durée de rémanence
- Concernant la nappe phréatique, il semble que sa profondeur la sauve de la pollution (mais c'est à vérifier)
- La mission reconnaît que la profondeur des puits visités va généralement de 30 à 56 mètres sauf pour Fidik (dans la localité de Marandet).

Il faut ajouter que l'activité de maraîchage recèle des contraintes qui constituent de véritables facteurs limitants

Le plus grand facteur limitant, c'est l'eau ; elle est partout jugée insuffisante or elle sert aussi d'eau de boisson potable :

- Ou bien il y a une trop forte pression (demande), ou bien les puits s'éboulent facilement, ou bien les nappes sont trop profondes
- Le système d'exhaure de l'eau est extrêmement pénible
- Il est pénible pour les hommes quand il faut manipuler la pompe «Volanta»
- Il est pénible pour les animaux quand ce sont les ânes qui tirent la corde
- En plus, indépendamment de l'insuffisance du matériel, les productions font l'objet d'attaques diverses tels que celles de parasites et d'animaux
- Et la période de production coïncide en partie avec la période de soudure, quand il n'y a rien dans le ventre.

Le projet tente d'apporter des réponses par rapport à l'eau en fonçant ou en réhabilitant des puits mais c'est encore insuffisant

Or ces puits dans la zone d'Amataltal méritent un chapitre particulier :

- Les puits foncés ou réhabilités proposent tout un paquet d'appuis
- Ils fournissent de l'eau potable aux populations des alentours, parfois en remplacement d'eaux stagnantes
- Ils servent à l'arrosage des cultures maraîchères
- On en profite pour diffuser des informations sur l'hygiène et la santé
- On participe aussi à la protection de l'environnement
- En effet, on apporte un correctif ou une alternative à la coupe des arbres dont les branches servent à tapisser les parois des puits traditionnels.

En conclusion sur le maraîchage, le jardinage semble constituer un complément important à l'élevage pour des populations pourtant nomades ; il faut toutefois réagir rapidement par rapport à certaines contraintes telles que l'insuffisance de l'eau et les lacunes dans le domaine technique.

8.2. Installation de nouvelles banques céréalières

Il est prévu l'installation de 03 nouvelles banques céréalières ayant chacune son moulin dans les localités d'Ejirane, d'Amazzégri et de Tchinq-Eqqade.

En fait, les populations de la zone de couverture du projet disposent de 04 banques céréalières dont 03 nouvelles

Toutes les banques céréalières semblent initialement remplies de vivres ; on en conclut qu'il y a à la fois disponibilité des vivres et accès aux vivres :

- Les trois nouvelles banques attendues sont déclarées bien créées
- Une quatrième est installée à Amatal par le Programme d'Actions Communautaires (PAC) pour renforcer les efforts de la CA
- Celles d'Ejirane et de Tchinq-Eqqade sont construites et visitées par la mission
- Il semble que celle d'Amazzégri aussi est construite mais qu'elle est provisoirement fermée parce que la population a transhumé en emportant les vivres
- On stocke dans les banques du mil et parfois du riz
- Il y a en principe 40 tonnes de vivres par banque céréalière

Les banques céréalières sont valorisées différemment mais facilitent toutes l'accès des populations aux vivres

Il y a le modèle d'une banque couplée avec un moulin ; c'est le modèle conceptuel du projet ; toutefois, on observe plusieurs types de paquets :

- Il y a le modèle d'une banque isolée (sans le moulin à proximité) mais c'est un cas exceptionnel (cas d'Ejirane) ; le moulin se trouve à In-Jighrane, à 30 km ; il est ainsi mis en place deux comités de gestion (un pour la banque céréalière, un pour le moulin)
- Il y a le modèle d'une banque couplée avec un moulin monté à côté d'un puits et d'un centre de cours et de réunions (Tchinq-Eqqade)
- Il y a enfin le modèle d'une banque couplée avec un moulin monté à côté d'un puits, d'un jardin potager et d'un centre de cours et de réunions (Amatal, Amazzégri)

A l'observation, le fonctionnement du complexe « banque céréalière-moulin à mil » ne semble pas aussi efficace que prévu

Il y a en effet un moulin par nouvelle banque céréalière mais fonctionne-t-il vraiment ?

- Les moulins sont robustes ; ils résistent à la durée et aux intempéries
- On les a fait tourner devant la mission, mais difficilement
- Par moulin à mil, il faut comprendre deux machines, une qui égrène (qui sépare le son de la graine) et une qui moule le grain (pour obtenir la farine)

- Ce couplage, à côté d'une banque céréalière, semble approprié pour l'allégement des travaux dits féminins
- Malheureusement, selon la mission, le moulin n'est nulle part correctement utilisé
- En effet, il n'y a aucune trace, ni de son, ni de farine, ni de gasoil dans l'abri.

A In-Jighrane et à Amatal, les populations confirment que leur moulin est fonctionnel et argumentent

A In-Jighrane, le moulin à mil est mis en place depuis 2006 :

- Il allège réellement le travail des femmes
- Il alimente aussi la caisse du groupement féminin
- En effet, le moulin apporte un gain journalier de 10 000 F
- Les utilisateurs paient 2000 F par sac de 100 kg pour égrener et pour moudre
- Les revenus tirés du moulin permettent de faire des réalisations dans les deux villages concernés (In-Jighrane et Ejirane)
- Le versement à la coopérative a été de 90 000 F l'année précédente (2008)
- Pour Amatal, les revenus tirés du moulin ont permis d'acquérir un deuxième moulin.

Concernant l'utilisation des vivres, celles-ci s'épuisent très rapidement et de façon prématurée

Déjà, dès le mois de février, avant la période de soudure, des risques de pénurie s'annoncent :

- 40 tonnes de vivres sont déclarées engrangées par banque céréalière
- Partout, selon les déclarations, une bonne partie des vivres est déjà écoulée
- Si les déclarations sont exactes, c'est la preuve qu'il y a utilisation des vivres
- Mais cette utilisation est prématurée (commencée depuis fin décembre et non en avril comme prévu)
- Et cela remet en cause le principe même de la banque céréalière qui constitue un stock de sécurité favorisant une stabilisation des prix

Au niveau des groupements mutualistes ou des banques céréalières, l'écoulement des vivres se fait idéalement par la vente

Ce n'est pas toujours le cas mais c'est exceptionnel qu'on y déroge :

- Généralement, il ne reste plus dans les banques céréalières que le quart, soit quelques 80 à 120 sacs, ce qui correspond à un chiffre compris entre 08 et 12 tonnes
- Le plus souvent, les vivres sont vendues aux populations
- Il arrive cependant que des vivres soient cédés à crédit
- Il faut préciser que ce type de crédit est extrêmement rare et n'est accordé que si et seulement si les personnes concernées sont jugées nécessaires mais solvables.

Tchin-Eqqade offre une illustration des intentions générales du projet en matière de sécurité alimentaire

Le groupement mutualiste de Tchin-Eqqade est fier de sa banque céréalière :

- La banque totalise une capacité de 400 sacs de vivres

- Ces sacs de vivres sont conçus comme un stock de sécurité
- Il y avait du mil pour 320 sacs et du riz pour 80 sacs
- Le sac de vivres est vendu à 22 000 F alors qu'il est acheté à 21 250 F
- Il y a ainsi un gain de 750 F par sac, le transport étant compris dans le coût
- Il est prévu deux systèmes de rationnement : une famille ne peut prendre qu'un sac et on arrête la vente pour prévenir la période de soudure (qui se déroule d'avril à juillet).

Les femmes d'Amataltal sont encore plus fières de leur banque céréalière

- En 2007, les femmes d'Amataltal ont réellement bénéficié de la baisse des prix des céréales
- Et cela, mieux que les femmes des autres villages
- C'est grâce à la banque céréalière de leur groupement mutualiste
- C'est ainsi que la tasse de sorgho se vendait à 450 F ailleurs pour 400 F à la BC d'Amataltal
- Et le mil se vendait à 500 F la tasse dans d'autres villages au lieu de 450 F comme à Amataltal.

En conclusion sur les banques céréalières, c'est sûr que la zone dispose d'au moins 03 infrastructures de stockage ; ces banques permettent d'avoir une épargne en vivres à proximité des populations. Il faut simplement regretter l'utilisation précoce du stock de sécurité.

8.3. Renforcement des activités génératrices de revenus

Le projet prévoit des cours d'artisanat aptes à renforcer les menues activités génératrices de revenus (AGR) telles que la mécanique auto, les pompes de puits, les selles de chameaux, la construction et le commerce.

Il y a en effet de l'artisanat mais concernant le renforcement des capacités en artisanat, la mission n'a rien pu constater

- Des objets d'art existent, c'est évident
- Il y a aussi des activités artisanales constatées par la mission telles que la mécanique moto, la soudure et la vulcanisation (réparation de pneus)
- Il semble que toutes les activités génèrent des revenus
- Les femmes d'Amataltal font l'hôtellerie, la couture, l'élevage et la tresse de nattes
- Elles ont aussi eu une boutique où elles confectionnent des chaussures et des habits
- Mais aucun centre de formation technique ou technologique n'est visité
- Aucun formateur ni maître artisan n'est rencontré non plus

Bien entendu, les performances constatées sur place confirment bien des apprentissages

- Le mécanicien qui est un sourd-muet a fait des démonstrations en matière de réparation
- Le soudeur a exécuté de travaux sur place

- Les femmes d'Amataltal produisent divers objets d'art : cuirs et peaux (encensoir, calepin, fourreau) ; paniers en palme ; objets en plastic (bracelets) ; objets en bois (cuillères, selles de chameau) ; objets en argent (colliers)
- On peut donc émettre l'hypothèse qu'il y a eu des apprentissages
- Malheureusement, des questions sur les sources de formation n'ont pas été posées par la mission.

Toutefois, pour l'artisanat, un volet de collaboration se développe progressivement avec l'extérieur et c'est une opportunité

Bien entendu, les possibilités afférentes à l'extérieur sont encore limitées ; il s'agit de quelques touristes et d'un public danois :

- Il existe une certaine production d'objets d'art issus de l'artisanat appuyé par la Coopérative d'Amataltal
- Certains des objets sont vendus sur place à des touristes dans les années de paix
- D'autres sont vendus par l'intermédiaire de la GtU à un public danois
- Certains des produits artisanaux sont même placés dans le site web www.gtu.dk > "Den blandede u-landhandel" > "Link til en vareoversigt"
- On s'attend donc à ce que ce volet de la collaboration se poursuive même après le désengagement de la GtU

Selon des informations fournies par la GtU elle-même, il est mis en place au Danemark un dispositif sommaire pour l'écoulement des produits artisanaux

La GtU arrive à écouler quelques objets artisanaux directement à la population danoise :

- Certaines réunions sont exploitées pour proposer les produits
- Certaines associations qui s'occupent de l'Afrique de l'Ouest sont aussi associées
- Et il y a des lieux privilégiés comme le jardin zoologique d'Aalborg, comme Couleur Café dans un parc à Copenhague...
- Mieux, la GtU n'exclut pas de travailler avec une chaîne de boutiques de commerce équitable.

En conclusion sur l'artisanat, il y a du savoir-faire, il y a en conséquence de la production artisanale, mais les sources de formation ne sont pas visibles.

8.4. Répartition des droits de propriété privés et coopératifs

Il s'agit de rendre compte des analyses et réglages réguliers faits concernant la répartition opportune des droits de propriété privés et coopératifs sur les moyens de production et les produits.

Pour les cultures maraîchères, la gestion des moyens de production est généralement collective

En effet, les appuis sont toujours collectivement accordés aux groupes de jardiniers :

- Les puits réhabilités ou nouveaux
- Les outillages pour le jardinage
- Les moyens de clôture (grillage, fil barbelé, appui financier)

- Les intrants (semences, produits phytosanitaires)
- Ce sont les jardiniers qui s'organisent pour décider de l'utilisation à faire des moyens mis à disposition
- Par exemple, pour les outils, certains sont répartis comme les pelles et les pioches
- Alors que d'autres restent collectifs comme la charrette et la brouette.

Pour les banques céréalières, la gestion des vivres est toujours faite selon un double système de régulation

Il importe en effet de garantir la stabilité des vivres et leur accès aux plus pauvres ; pour cela, la CA a défini deux types de rationnement :

- Le principe de « un sac une famille » pour éviter que les familles plus riches s'accaparent de la totalité des produits au détriment des pauvres
- La « suspension à mi-parcours » ou interruption de l'écoulement à un moment donné (par exemple au mois de février) pour éviter l'épuisement du stock avant la véritable période de soudure.

Pour les moulins à mil acquis, il y a comme un paradoxe mais les populations trouvent des solutions propres

Les moulins servent en principe à alléger les travaux féminins ; selon cette conception, ils appartiennent aux femmes. Il faut cependant reconnaître que le type de moulin acquis n'est pas alors très approprié :

- Il est trop encombrant aussi bien par la taille que par le poids
- Il est en conséquence difficile à transporter
- Il est aussi difficile à manier ou à démarrer ; les femmes ne pourront jamais le faire tourner toutes seules.

C'est ainsi que les groupements de femmes s'adjoignent deux hommes, l'un pour le fonctionnement du moulin et l'autre pour la manutention (le déplacement et le transport de sacs de 100 kg de mil).

Pour le renforcement de la sécurité alimentaire, des efforts réels ont été fournis en direction des plus pauvres

Les analyses ou commentaires précédents ont déjà évoqué plusieurs aspects relatifs à la sécurité alimentaire :

- La disponibilité des vivres et leur accès avec la mise en place de banques céréalières décentralisées
- L'accès et la stabilité des vivres avec le double système de rationnement (déjà décrit plus haut)
- L'utilisation des vivres avec le couplage banque céréalière-moulin et l'épuisement progressif des stocks par les familles nécessiteuses.

Pour le crédit animal, le système fonctionne bien puisqu'il s'est poursuivi jusqu'en 2008 à partir des animaux remboursés par les premiers bénéficiaires ; seulement, il pourrait être mis en péril par une forme de gestion paternaliste

Le crédit est effectivement mis à la disposition des familles démunies et cela engendre parfois une tolérance inopportune :

- A In-Jighrane, environ 20 personnes ont reçu du crédit
- Un des participants à la rencontre avec la mission a déclaré avoir reçu un crédit de 10 moutons en 1999 de la part de la CA
- Il a remboursé 08 moutons en 2008
- Il déclare s'être enrichi en taisant la taille du troupeau acquis
- Mais il refuse de rembourser les 02 moutons qu'il reste devoir
- Curieusement, la CA pardonne créant ainsi un précédent dangereux pour la survie de l'initiative.

Les femmes aussi profitent du crédit animal mais cela paraît difficile à gérer avec les aléas climatiques

Rien qu'à In-Jighrane, 15 femmes ont déjà profité des crédits animaux sur un total de 32 bénéficiaires :

- Après remboursement, seulement 04 femmes disposent encore de quelques bêtes
- Une a un troupeau de 10 moutons, deux autres un troupeau de 4 et 5 chèvres
- Pour une des femmes, il ne reste qu'une chèvre !
- Selon le suivi assuré par le Dr Idé Tahirou, le taux de remboursement pour les ovins et les caprins dans cette localité est de 50%
- Il faut dire que la sécheresse et les maladies ont décimé une bonne partie du cheptel au niveau des familles

Pour le système éducatif, les filles bénéficient d'une grande considération et c'est une surprise pour un peuple touareg

En effet, les filles sont bien représentées dans le système éducatif :

- A Amataltal, selon les statistiques fournies par le Conseiller pédagogique, l'école bilingue compte, pour un effectif de 71 élèves, 34 filles et 37 garçons dans l'ensemble des 03 classes
- Dans toute la zone, selon le rapport de l'encadreur, pour 21 écoles, l'effectif total est de 775 élèves dont 313 filles et 462 garçons
- Les pourcentages des filles font respectivement 47,88% et 40,38%
- C'est une excellente performance pour l'ethnie Touarègue jugée réfractaire à l'instruction des filles
- La mission ne dispose pas des statistiques nationales mais émet l'hypothèse qu'il s'agit même d'un record pour le Niger tout entier

Toujours en matière d'éducation, contrairement aux apparences, aucune ethnie n'est vraiment laissée pour compte

Certes, selon les statistiques, l'ethnie Touarègue semble privilégiée, mais cette domination est normale et peut se justifier :

- L'école bilingue d'Amataltal compte 71 élèves au total
- La mission a compté lors de sa visite 08 Haoussa et 00 Foulbe
- Ce privilège accordé aux Touaregs paraît normal et pour au moins deux raisons
- Le Touareg est l'ethnie dominante et les statistiques disponibles le prouvent : les Touaregs font 64 %, les Foulbe 27 %, les Igdalen 5 % et les Haoussas 4 %
- A côté d'Amataltal, les Foulbe ont pu obtenir leur propre école et se sont ainsi démarqués de l'école de référence initiale dominée par les Touaregs.

De toutes les façons, on observe que les effectifs dans les écoles de la zone sont généralement faibles et c'est la conséquence de la réticence passée des Touaregs à inscrire leurs enfants à l'école.

En plus, le système éducatif nigérien ne semble pas tenir compte de la vie de nomade

- Dans le passé, avant les années 1990, il y a eu des écoles transhumantes
- Aujourd'hui, elles sont supprimées ; l'enseignant ne suit plus les nomades
- Or avec la sécheresse, les parents d'élèves transhument pour nourrir leur bétail
- Pour pouvoir poursuivre leurs études, les enfants doivent donc nécessairement trouver des familles d'accueil
- Ces familles d'accueil sont rares et si elles existent, elles ne peuvent pas toujours subvenir aux besoins d'enfants d'autrui
- Ces enfants abandonnent et c'est ce qui explique les effectifs faibles dans les écoles car les éleveurs ne peuvent pas laisser leurs enfants sans prise en charge

Heureusement, certains acteurs font la relation entre le système éducatif formel et le système non formel améliorant ainsi les inscriptions scolaires

Il y a des interactions positives entre les deux systèmes éducatifs :

- Les auditeurs des centres sont les premiers à amener leurs enfants à l'école
- Ils sensibilisent aussi leurs voisins et les populations environnantes
- Les encadreurs se complètent et retiennent 20 écoles pour faire une expérimentation
- Il est alors déduit de cette expérimentation que l'alphabétisation des parents d'élèves influence positivement les résultats des élèves dans ces 20 écoles
- Par ailleurs, les centres d'alphabétisation récupèrent les élèves ayant échoué ou qui ont abandonné l'école
- Il existe en effet le concept d'enfants de la 2^{ème} chance.

Heureusement encore, il est installé un jardin d'enfants qui laisse une place aux plus jeunes et qui pourrait appuyer l'enseignement primaire

Le jardin d'enfants est installé à Amataltal :

- Il a un effectif total de 38 enfants
- L'âge des enfants est compris entre 04 et 05 ans
- Le jardin compte 16 filles pour 22 garçons, soit 42,10% de filles
- On voit bien que le jardin peut favoriser les inscriptions à l'école primaire
- On voit aussi que les enfants commencent à avoir leur place dans le système éducatif même si le jardin est unique dans la zone du projet.

En conclusion sur la répartition des droits, il y a une certaine équité en ce qui concerne les moyens de production et les produits : plusieurs des moyens de production maraîchère sont collectifs, la gestion des vivres tient compte des plus pauvres, le crédit animal est aussi octroyé aux femmes, le pourcentage des filles dans le système éducatif est important, un jardin d'enfants commence à faire ses pas.

9. CONSTATS FAITS SELON L'OBJECTIF 2

L'objectif 2 est ainsi libellé : « Amélioration de la création de capacités interne à la CA ».

9.1. Renforcement organisationnelle des structures

A propos du développement organisationnel, il y a un système d'organisation extrêmement intéressant

- Le projet est tout de suite confié à une coopérative locale par la GTU
- Cette coopérative dispose de groupements mutualistes qui deviennent ses démembrements dans diverses localités
- Et, selon les localités, plusieurs types de comités de gestion sont alors mis en place : comité de gestion de la banque céréalière, comité de gestion du moulin pour certains cas (In-Jighrane), comité de gestion du jardin communautaire (Amataltal, Foudouk et Wourzaddam), comité de gestion du forage (Amataltal, In-Jighrane) ...

9.1.1. La Coopérative d'Amataltal

La coopérative est considérée comme un véritable moteur de développement local

Toute une panoplie d'appuis est apportée par la CA :

- Elle met des locaux à disposition pour divers travailleurs (vente de carburant, mécanique, centre de santé)
- Elle préfinance l'équipement pour différentes activités : jardinage, mécanique, soudure, structure de santé privée...
- Elle met en place une radio communautaire jumelée avec une vidéothèque en partenariat avec la GTZ
- Elle octroie des crédits d'animaux et de l'argent pour le petit commerce, la restauration et le groupement de femmes.

9.1.2. Les groupements mutualistes

Au sein et autour des groupements mutualistes, il y a toute une dynamique à travers une gestion autonome des activités

Les GM constituent les démembrements de la CA dans différentes localités et plusieurs types d'activités y sont menés par le projet :

- Fonçage ou réhabilitation de puits
- Mise en place de jardins potagers
- Elevage et octroi de crédits animaux
- Gestion de banques céréalières
- Gestion de moulins à mil
- Alphabétisation et réunions diverses
- Cotisations des membres.

9.1.3. Les comités de gestion

Dans le système d'organisation mis en place, les comités de gestion sont certes toujours dénommés mais semblent effacés en tant que structures

Les comités devraient constituer les bras techniques des GM et de la CA :

- Les comités de gestion sont nombreux et les types sont relativement diversifiés
- C'est important parce qu'ils aident ainsi à structurer l'environnement social autour d'activités jugées essentielles telles que les banques céréalères, les jardins communautaires, les forages
- Par ailleurs, certaines femmes y occupent des fonctions importantes comme par exemple celles de trésorières
- Cependant, ce qui semble mis en avant en particulier lors de visites, c'est un individu, un gérant ou un travailleur individuel au détriment de l'organisation en tant que structure.

9.2. Renforcement de la participation aux assemblées générales

La mission n'a pas assisté à des assemblées générales mais plusieurs types d'indices permettent de tirer quelques conclusions positives.

De façon générale, il faut admettre la capacité extraordinaire de mobilisation de la part de la population de la zone

Cette capacité de mobilisation constitue un atout important pour la suite du projet ; il faut alors la capter et la valoriser :

- Les communautés prévenues ont répondu présent aux rencontres souhaitées par la mission d'évaluation, ce qui est normal
- Les communautés prises par surprise ont aussi souvent réagi très vite pour répondre à la convocation de la mission (à travers leurs représentants) malgré la dispersion des campements et c'est une performance pour un peuple nomade
- A Marandet, un cours d'alphabétisation a été même improvisé à l'intention de la mission
- Ce cours a pu réunir 27 auditeurs en quelques minutes.

Au niveau de la Coopérative d'Amataltal, la participation aux assemblées générales est jugée excellente

- Amataltal est un village dont les habitants sont majoritairement des Touaregs
- Il offre un bel exemple de populations sédentarisées après des siècles de nomadisme
- Tous les acteurs concernés par la Coopérative sont donc accessibles
- Avec cette capacité extraordinaire de mobilisation, la participation aux AG de la Coopérative est un jeu d'enfants
- La mission a eu l'occasion d'expérimenter cette capacité par deux fois de suite
- Deux réunions improvisées pour collecter des données ou un supplément d'informations ont regroupé les principaux responsables sollicités.

Au niveau des Groupements Mutualistes, la participation aux assemblées générales est généralement bonne

- Les GM sont installées dans des villages qui polarisent plusieurs campements
- En principe, la dispersion de ces campements dans l'espace devrait rendre difficile la présence des participants aux AG
- Mais, à quelques exceptions près, ce n'est pas le cas
- Les Touaregs participent selon un quorum raisonnable aux AG
- D'une localité à une autre, la mission a pu rencontrer à l'improviste 5 à 10 représentants
- Toutefois, certains campements préfèrent entrer directement en relation avec la CA et, par exemple, s'y ravitailler en vivres.

Au niveau des groupements de femmes, la participation des membres aux AG est significative

Evidemment, les femmes déclarent participer activement aux rencontres et la mission confirme :

- Deux groupements de femmes ont été rencontrés par la mission
- L'un à Amataltal, l'autre à In-Jighrane qui compte environ 2000 habitants
- Il s'agit des deux villages les plus grands de la zone, Amataltal en tête
- Lors de la rencontre avec la mission, il y avait 35 participantes et 01 homme pour Amataltal sur 27 adhérents (y avait-il des curieuses ?)
- Il y avait 19 participantes pour In-Jighrane sur 45 adhérents malgré la surprise avec le changement de programme
- Par ailleurs, à In-Jighrane, le bureau du groupement des femmes est renouvelé chaque année ce qui pourrait augurer d'une certaine facilité à organiser des AG

9.3. Service social actif

Il s'agit de la poursuite du service social actif parmi les habitants de la zone entière pour la coordination et l'édification des structures organisationnelles.

A ce propos, il est possible d'affirmer que le projet touche plutôt les Touaregs que les autres ethnies telles que les Foulbe, les Igdalen et les Haoussas.

Or les Touaregs (comme d'ailleurs les Foulbe) sont essentiellement des peuples nomades. Comment le projet a-t-il réussi à contribuer à leur stabilisation ?

Malgré ses déplacements ou la transhumance, il semble que le Touareg ne s'écarte pas vraiment de son terroir

- Dans le même terroir ou dans la même niche écologique, la distance ne semble pas exister
- C'est ainsi qu'il est possible d'installer des infrastructures dans des lieux jugés isolés par un observateur étranger
- C'est le cas de Tchín-Eqqade où on trouve une banque céréalière avec son moulin et un centre d'alphabétisation
- Il y a bien un puits mais le village en lui-même semble absent
- Chaque puits est un « village invisible » selon l'expression de Mme Ingrid Poulsen (rapportée par le coordonnateur du projet)

Le Touareg maîtrise son terroir mais aussi dispose d'un sens extraordinaire d'orientation

- Il n'y a pas réellement de piste entre les campements puisque ceux-ci sont mobiles
- Et pourtant, les Touaregs arrivent à les localiser et à retrouver les troupeaux en déplacement dans les pâturages
- Il se dit que chaque arbre, chaque buisson, chaque dune, chaque puits a un nom et cela aide au repérage
- Certes, plusieurs autres sources sont utilisées pour l'orientation dans l'espace
- Mais cela confirme le principe de « terroir maîtrisé »

Une équipe de 07 personnes mène des activités de sensibilisation d'une localité à une autre

- Le coordinateur du projet s'est entouré d'un groupe de 06 personnes (dont le chef de village d'Amataltal, le président du GM de In-Jighrane, le « vendeur-acheteur » de la coopérative) formant ainsi une équipe de 07 membres
- L'équipe sillonne les localités (villages et campements) pour informer et sensibiliser les populations, pour aussi participer à la résolution des conflits
- La sensibilisation porte en priorité sur l'éducation en général, l'hygiène, la santé humaine et animale, l'alphabétisation, le jardinage, l'élevage...
- La sensibilisation se fait sous forme de causeries-débats

Le fait que le coordonnateur du projet inspire respect et confiance facilite le travail de sensibilisation

- Le coordonnateur du projet est lui-même Touareg
- Il a occupé plusieurs fonctions importantes dans le pays
- Par ailleurs, il est le président du ROPAZ (Réseau des Organisations Pastorales de la Région d'Agadez) qui porte une cinquantaine d'organisations dont l'objectif est la création d'un forum national pour défendre les intérêts des éleveurs
- Tout cela lui vaut d'être respecté aussi bien par les Touaregs que par les agents de l'Etat
- Ce respect et cette confiance constituent une excellente base pour tout service social actif parmi les habitants de la zone

A l'observation, il y a un aspect informel dans les façons de faire mais c'est à préserver

- La sensibilisation se fait sous forme de causeries-débats
- On propose des idées ou des solutions préconçues
- Ce n'est pas mauvais dans le cas spécifique des relations entre les Touaregs et le coordonnateur du projet
- Mais il faut évoluer et créer les conditions pour que les groupes sociaux réfléchissent, décident et agissent, dans un premier temps selon leurs propres moyens, expériences et connaissances
- Il s'agit ainsi d'engager ces groupes dans un processus de décision et d'action

Toutefois, il vaut mieux structurer et compléter le travail de sensibilisation et d'animation sur le terrain

Il y a en effet lieu, en complément et parallèlement à ce qui se fait actuellement, de recruter de jeunes animateurs à former :

- Ces animateurs doivent savoir organiser des ateliers villageois d'autodiagnostic
- Ils doivent aussi savoir organiser des ateliers de planification participative
- Il ne s'agit en aucune façon de se défaire de la première équipe de 07 personnes qui a prouvé son efficacité dans bien des domaines
- Il s'agit de lui trouver un complément en articulant activités informelles et travail structuré
- Il n'est pas souvent indiqué de formaliser systématiquement l'informel

9.4. Intensification des cours d'éducation pour les adultes

Pour les adultes, il n'y a pas à proprement parler de cours d'éducation générale ; il n'y a pas non plus de formation professionnelle.

Il y a cependant des cours d'alphabétisation pour, semble-t-il, un processus devant totaliser 05 campagnes de 06 mois durant

Cette alphabétisation assure l'apprentissage de la lecture, de l'écriture et du calcul ; 05 campagnes de 06 mois correspondent à 05 années formation ; c'est excessif pour une alphabétisation initiale et il y a des améliorations à apporter :

- Certains des cours sont articulés à des thèmes éducatifs majeurs intéressant la localité tels que le jardinage et l'élevage
- Il y a donc comme une alphabétisation fonctionnelle
- Mais l'articulation entre les cours théoriques et les activités est à améliorer
- Par exemple, on pourrait penser à utiliser le jardin pour apprendre à dessiner des planches ou des puits et à calculer des dimensions, des surfaces et des dosages
- On pourrait également exploiter l'élevage pour apprendre à calculer (bœufs ou béliers, vaches ou brebis, veaux ou agneaux, total) et pour aussi estimer des poids.

Les populations souhaitent réellement l'installation de centres d'alphabétisation dans leurs localités respectives

Il importe de comprendre que la campagne d'alphabétisation 2007-2008 s'est déroulée dans un contexte particulier d'insécurité. Et pourtant, les Touaregs réclament des centres d'alphabétisation :

- Il était prévu l'ouverture de 09 centres d'alphabétisation
- 06 sont construits comme prévu par le projet, 08 sont opérationnels
- Malgré la dispersion des campements dans l'espace, les populations souhaitent l'installation de nouveaux centres d'alphabétisation
- A Tabhawout, il n'y a pas de centre d'alphabétisation
- Et les populations en demandent car la localité couvre environ 30 campements
- Il y a ainsi un potentiel important d'auditeurs puisque la distance n'existe pas.

Et l'alphabétisation offre un espoir inédit aux participants d'améliorer leur situation professionnelle

C'est peut-être cela qui explique les motivations des Touaregs pour l'alphabétisation :

- Les recrutements pour la gestion des banques de céréales se font de plus en plus au niveau des personnes alphabétisées
- Surtout quand cela concerne le poste de trésorier
- Comme une suite à l'alphabétisation, les populations espèrent obtenir un appui sous forme d'activités génératrices de revenus (AGR)
- Par ailleurs, l'alphabétisation constitue un tremplin pour devenir un alphabétiseur étant donné qu'il en manque dans les localités
- Une certification ou des attestations de formation sont instamment demandées

Selon les localités, les cours d'alphabétisation durent 09 heures ou 12 heures par semaine

Il y a besoin alors d'harmoniser le temps de travail pour l'ensemble des centres d'alphabétisation :

- Les sessions d'alphabétisation se font selon ce qu'on appelle des campagnes annuels d'alphabétisation
- Une campagne dure 06 mois par an et se déroule normalement de janvier à juin
- Les cours se tiennent, selon les localités, tantôt pendant 03 jours dans la semaine, tantôt pendant 04 jours dans la semaine
- Par ailleurs, chaque journée équivaut tantôt 02 heures (In-Jighrane), tantôt à 03 heures de cours, tantôt à 04 heures de cours (Wourzaddam).

L'organisation des cours est différente d'une localité à une autre ; Toutefois, cette diversité devrait être considérée comme une richesse

Cette organisation concerne essentiellement l'emploi du temps et les caractères utilisés :

- Pour certaines localités, les jours de cours sont successifs (lundi, mardi, mercredi, jeudi) alors que pour d'autres, ils sont discontinus (lundi, mercredi, vendredi)
- Pour certaines localités encore, il y a des cours du jour alors que pour d'autres, il s'agit de cours du jour jumelés avec des cours de nuit (Wourzaddam)
- Pour certaines localités enfin, le caractère adopté, c'est le latin alors que pour d'autres, il est adopté à la fois le latin et le tifinagh (communément appelé le tamacheq)..

Les conditions locales sont généralement favorables à un bon apprentissage

Ce qu'il faut comprendre, c'est que quand la salle est construite par la coopérative d'Amataltal, elle est aussi équipée :

- Partout, sauf à Marandet, les cours d'alphabétisation se déroulent dans des salles bien équipées
- Chaque salle dispose d'au moins un tableau noir et d'une quinzaine de tables-bancs
- L'alphabétiseur dispose d'un bureau et d'une armoire pour le rangement des fournitures.

Une échelle de mesure des connaissances est retenue par la Direction nationale de l'éducation non-formelle

Il s'agit d'indicateurs de type qualitatif selon la formule des échelles descriptives ou selon le principe des marqueurs de progrès :

- Niveau 1/2 : capacité à lire et à écrire une lettre, un syllabe, un chiffre, un nombre de deux chiffres et à faire des opérations simples
- Niveau 3/4 : capacité à lire et à écrire un mot, une phrase, un nombre de deux chiffres et à faire des opérations complexes
- Niveau 5/6 : assimilation de tout le contenu du programme

Des indicateurs de type quantitatif sont aussi identifiés

Ils permettent d'apprécier la dynamique pédagogique, fonctionnelle et organisationnelle des centres d'alphabétisation :

- Le nombre d'apprenants inscrit au début, à l'ouverture du centre
- Le nombre d'apprenants réguliers aux cours
- Le nombre d'apprenants irréguliers aux cours
- Le nombre d'apprenants ayant abandonnés les cours

Il faut alors reconnaître que tout un dispositif est mis en place pour une activité correcte d'alphabétisation.

Cependant, l'organisation pédagogique des cours d'alphabétisation pose problème ; les classes sont généralement des classes fourre-tout

En effet, il y a une grande hétérogénéité en ce qui concerne l'âge et l'ancienneté des apprenants dans une même classe :

- L'âge des auditeurs est compris entre moins de 15 ans et plus de 46 ans
- Et, ce qui est gênant, on retrouve dans la même classe des apprenants de toutes les campagnes précédentes : 2005, 2006, 2007, 2008...
- A In-Jighrane par exemple, parmi les 16 auditeurs trouvés sur place, les débutants sont 07, les auditeurs de 2008 sont 03, ceux de 2007 sont 03, ceux de 2006 sont 02 et il y a un de 2005
- Il semble que si les cours sont jumelés c'est à cause du manque de maîtres alphabétiseurs
- Ce n'est pas motivant pour les plus anciens d'apprendre à côté des nouveaux.

Les Touaregs continuent de réclamer des centres d'alphabétisation, paradoxalement, les effectifs dans les centres baissent

Le projet prévoyait 600 auditeurs en 2008, il y a eu 355 inscrits ; en fait, sur les 09 centres d'alphabétisation prévus pour la zone, c'est 08 qui existent :

- En 2008, les effectifs des auditeurs des 08 centres ont baissé de 355 à 307, soit 13,52% de déperdition
- Les effectifs des hommes ont baissé de 132 à 91, soit 31,06 %
- Les effectifs des femmes aussi ont baissé de 223 à 216, soit 3,14 %
- Toutefois, il y a eu moins de déperdition chez les femmes

- Et ce qui justifie ces baisses c'est la transhumance et l'insécurité, plus spécifiquement pour les femmes, ce sont les activités domestiques et les accouchements.

Les campagnes d'alphabétisation s'accompagnent de plusieurs types de difficultés

Les difficultés se rencontrent aussi bien au niveau des maîtres qu'au niveau des auditeurs :

- Le salaire des maîtres alphabétiseurs est jugé très insuffisant (30.000 F par mois pour des responsables de famille travaillant plusieurs heures par semaine et venant de villages distants dans un contexte d'insécurité)
- A Tchinqade, l'alphabétiseur habite à Amatal à environ à 35 Km et son salaire ne lui permet pas d'acquérir une moto (ni en achat, ni en location)
- La prime de 250 F par jour accordée aux auditeurs (remis mensuellement) est aussi jugée dérisoire
- A Tchinqade, les campements desservis se situent entre 5 et 7 Km du centre
- Il y a donc besoin d'activités accompagnant les processus d'apprentissage, des activités telles que le commerce, l'élevage, l'artisanat et le jardinage.

9.5. Cours adressés aux jeunes

Il est question ici des jeunes plus âgés que les enfants des écoles primaires.

Les stages destinés aux jeunes sont généralement mixtes ; ils comprennent des hommes et des femmes

Selon le compte du projet, il y avait trois paquets proposés et réalisés en matière de stages

- Un stage est organisé, animé par des professeurs nigériens portant sur divers thèmes
- Un deuxième stage est organisé portant sur l'élevage
- Un troisième stage est organisé portant sur l'agriculture

Le stage animé par des professeurs nigériens regroupait 45 participants dont 30 femmes

Ce stage portait sur plusieurs thèmes dont la cohérence globale est difficilement perceptible ; les thèmes sont les suivants :

- Economie et organisation
- Dynamique des groupes
- Artisanat
- Histoire du village d'Amatal et histoire du Niger en général

Le deuxième stage portant sur l'élevage est jugé pertinent pour le projet mais oublie des femmes

- Il y avait 30 participants au total
- 18 participants provenaient des GM
- Chaque GM devait proposer 02 participants
- Les femmes n'étaient pas représentées

Le troisième stage portant sur l'agriculture corrige quelque peu l'absence des femmes

- il y avait également 30 participants
- 18 participants provenaient des GM
- Chaque GM devait proposer 02 participants
- Cette rencontre pour l'agriculture comptabilisait cependant 04 femmes
- Pourquoi pas 09 femmes, à raison d'une par GM ?

Il y a comme un malaise chez certains jeunes hommes ; il importe donc de prendre certaines mesures

- C'est comme s'ils devaient vivre en marge de la société :
- Beaucoup parmi les jeunes regrettent de n'avoir pas été scolarisés ou de se retrouver sans qualification
- Ils se sentent quelque peu inutiles et essaient de compenser avec l'alphabétisation
- Il semble que certains, par dépit, sont même tentés de rejoindre les groupes armés ou d'émigrer vers la Lybie, l'Algérie ou le Nigéria
- Les stages multipliés et bien organisés peuvent constituer des bouées de sauvetage pour ces jeunes
- Mais, pour le moment, les stages passés n'ont pas encore permis d'établir des réseaux dynamisants ou stabilisateurs parmi eux.

Chez les jeunes filles, il semble y avoir beaucoup plus de sérénité ou de stabilité mais ce n'est pas sans plainte

Les jeunes filles semblent adaptées à l'environnement actuel

- Elles s'adonnent à diverses activités telles que l'alphabétisation, le jardinage, la boutique, la gestion de la banque céréalières...
- Mais les contraintes sont pesantes
- Selon les jeunes filles, la sécheresse accentue la pauvreté
- L'éloignement de l'eau limite le jardinage
- En plus, il y a des problèmes de santé tant humaine qu'animale

En conclusion, les cours qui s'adressent aux jeunes n'ont pas encore créé l'enthousiasme ; les jeunes garçons attendent mieux, les jeunes filles s'accommodent mais se plaignent des difficultés vécues.

9.6. Partenaires techniques et financiers de la CA

La Coopérative d'Amatalal déclare collaborer avec quelques organisations jugées importantes

Outre la GtU, ces organisations sont les suivantes :

- IRD (International Relief Development)
- HED-Tamat (Homme Environnement Développement)

- ONG Tishit (« Tishit » signifie « énergie » en tamasheq selon les populations, « essence » ou « identité » selon le Professeur Karl-G. Prasse)

Il est aussi rappelé qu'il y a des associations régionales et nationales avec lesquelles la Coopérative d'Amataltal collabore.

Il faut toutefois préciser que lors de la mission d'évaluation à mi-parcours il n'est nulle part évoqué ces partenaires techniques et financiers.

Ce qu'on peut en déduire, c'est que soit leurs appuis sont peu significatifs par rapport à l'étendue de la zone du projet, soit leurs relations avec les populations sont encore timides.

10. CONSTATS FAITS SELON L'OBJECTIF 3

L'objectif 3 est ainsi libellé : « Renforcement du niveau d'éducation de la population, son sentiment d'identité et sa capacité à revendiquer ses droits ».

10.1. Capacité d'influence sur les autorités

La rubrique porte sur l'information de la population sur des aspects relatifs aux méthodes et voies démocratiques permettant d'influencer les autorités locales, régionales, nationales

Parmi les leaders de la zone ou parmi les responsables de la Coopérative d'Amataltal, il y a une véritable potentialité

Il s'agit du coordonnateur du projet :

- Il est le secrétaire général de la Coopérative d'Amataltal dite aussi Coopérative Pastorale et Artisanale d'Amataltal
- Il a été enseignant dans des écoles publiques
- Il a été parlementaire
- Il est actuellement conseiller municipale à la commune d'Agadez
- Il est aussi le président du ROPAZ (Réseau des Organisations Pastorales de la Région d'Agadez)

Il a certes eu quelques démêlés avec l'administration nigérienne mais il reste respecté à la fois par les autorités administratives et les membres de la rébellion ; il peut donc influencer les autorités administratives sur beaucoup de décisions.

Il y a quelques petits efforts fournis dans le cadre de cette influence des autorités administratives

En effet, il y a eu quelques pressions exercées sur l'Etat à travers les OSC :

- Participation au règlement des conflits portant sur l'eau et sur les pâturages
- Lutte contre la pauvreté (pression sur les autorités locales et régionales)
- Lutte contre la pollution de l'environnement (avec l'exploitation de l'uranium)
- Négociation pour l'ouverture des frontières afin de faciliter la commercialisation de la viande et du bétail dans la sous-région ; les seuls débouchés actuels, c'est le Nigeria et, dans une moindre mesure, la Lybie et l'Algérie, ce qui ne saurait suffire.

Il y a cependant la nécessité de renforcer les capacités des leaders locaux en matière de plaidoyer/lobbying.

Partout, dans la zone de couverture du projet, il faut le rappeler, il y a une capacité extraordinaire de mobilisation de la part des populations

- Il s'agit d'une force
- Il faut savoir mieux l'organiser
- Il faut aussi savoir la valoriser selon des principes démocratiques respectueuses des lois et règlements du pays

10.2. Enseignement en langue touarègue et éducation générale et technique

Il est prévu la création de l'enseignement en langue touarègue dans de nouvelles écoles sur le plan national.

Aucune des nouvelles écoles bilingues n'est créée pendant le PDIA3 dans la zone d'Amataltal

- De 2006 à 2008, il était prévu dans les documents de projet la création de 06 nouvelles écoles bilingues au plan national
- Il s'agissait de créer 02 écoles bilingues par an
- Concernant la zone spécifique du projet, il semble qu'aucune nouvelle école n'a été créée
- Deux justifications ont été émises
- La première est liée à l'insécurité qui prévaut dans la zone
- La deuxième accuse l'absence de volonté politique

Pourtant, l'école bilingue offre des preuves que ses élèves font de bons résultats aux tests et aux examens

Les élèves bilingues réussissent mieux que les élèves de l'école traditionnelles aux examens d'entrée en 6^{ème} :

- La preuve, c'est qu'un test a été organisé par le Dr Henkoy, un Nigérien
- Ce test a prouvé que les élèves bilingues battent de loin les élèves de l'école traditionnelle
- En 2008, les 10 candidats présentés aux examens du certificat d'études primaires ont tous réussi
- Il faut reconnaître que commencer avec une langue nationale facilite l'assimilation de beaucoup de contenus de formation.

En tout cas, les enseignants des écoles bilingues reçoivent des formations mais pas de façon complète

- Les enseignants bilingues sont formés sur la linguistique même si c'est jugé insuffisant
- Les formations se passent généralement à l'école de Tahoua pendant les vacances, les congés, parfois au cours de l'année
- Il y a en effet ce qu'on appelle la RETREB ; c'est la rencontre trimestrielle des écoles bilingues
- Par ailleurs, il y a aussi des écoles d'essai qui permettent l'exécution de leçons avec des élèves
- Il faut toutefois avouer certaines insuffisances au niveau du bilinguisme (à différencier de la linguistique) : il n'y a pas d'encadrement bilingue

Les enseignants semblent sinon compétents du moins convaincus et très engagés dans le bilinguisme

Il est évident que les réussites enregistrées par les élèves bilingues attestent d'une certaine qualité de l'enseignement dispensé :

- Au niveau de l'école d'Amataltal, les tables sont disposées en plusieurs blocs (pour groupes de travail) et non en rang d'oignon comme le système scolaire traditionnel
- Mis à part le manuel de mathématique, les supports pédagogiques sont au grand complet
- Ces supports sont jugés de bonne qualité par les enseignants
- Certes, on déplore l'absence d'appui au bilinguisme
- Certes, les méthodes participatives sont réellement peu maîtrisées (de façon générale par les instituteurs)
- Mais le directeur de l'école croit au bilinguisme et il est donc très engagé.

Il y a certes eu des séminaires organisés pour les enseignants mais des séminaires sur la linguistique et non sur le bilinguisme

Les enseignants font la différence entre linguistique et bilinguisme :

- Deux séminaires ont été organisés en langue tamasheq
- Un séminaire national en langue tamasheq avec 48 participants dont 05 femmes
- Et un séminaire régional toujours en langue tamasheq avec 25 participants dont 04 femmes
- Pour les deux types de séminaires, les matières portaient sur la phonétique et sur la grammaire tamasheq
- Tous ces séminaires portent essentiellement sur la linguistique et non sur le bilinguisme.

Seulement, l'école bilingue demande beaucoup d'investissements en temps et en énergie alors qu'il n'y a plus de primes de motivation

En effet, l'enseignement bilingue est extrêmement difficile à gérer et à conduire :

- Le bilinguisme constitue un double travail
- Il faut des préparations en français mais aussi en langue nationale (le Touareg pour Amataltal)
- En plus, s'il y a des cours jumelés (comme CI et CP), les difficultés sont multipliées par quatre (deux types de préparation pour deux cours de langue)
- Les primes qui étaient accordées entre 2002 et 2005 (PDIA2) ont été supprimées et il n'y a plus rien en compensation
- Il faut aussi dire qu'avec le désengagement du projet de l'enseignement bilingue, les difficultés ont augmenté

Malgré les résultats enregistrés par l'école bilingue, la volonté politique ne s'affirme pas vraiment pour sa réelle promotion

- Les 03 écoles bilingues prévues pendant ce projet ne sont toujours pas créées
- On déplore aussi les retards dans la mise en place des enseignants
- Dans certaines localités, il y a plusieurs communautés ; comment imposer une seule langue nationale sans frustrer les autres ?

- Il y a insuffisance de sensibilisation de la part de l'Etat, donc d'information et de compréhension au niveau des populations
- Par ailleurs, l'État n'a pas défini une politique pour les épreuves de l'enseignement bilingue
- Pourtant, il semble que l'Etat garde toujours l'option de généraliser les écoles bilingues dans sa stratégie éducative

En plus, les populations sont toujours réticentes par rapport à l'école bilingue

Au niveau des populations, il y a comme un retournement :

- Avant, elles ne voulaient pas de l'école qui pouvait aliéner, maintenant, c'est de la langue nationale qu'elles ne veulent pas
- En effet, il y a opposition de certains parents par rapport à l'enseignement de la langue nationale et cela fait perdre les effectifs
- A In-Jighrane, à 13 km d'Amataltal, les élèves sont au nombre de 104 pour l'école traditionnelle alors que pour l'école bilingue d'Amataltal plus important il n'ya que 71 élèves
- Ce n'est pas peut-être une bonne illustration mais lors du passage de la mission, le CI qui avait pour effectif 56 élèves enregistrait 13 absents.

Et pourtant, le taux horaire accordé à l'enseignement des langues est dégressif de cours en cours

L'enseignement primaire dure 06 ans :

- Au CI et au CP, les deux premières années, la langue nationale occupe 90% du temps et le français seulement 10%
- Au CE, les troisième et quatrième années d'enseignement, la langue nationale occupe 60% du temps pour 40% pour le français
- Au CM, les cinquième et sixième années d'enseignement, le français prend la totalité des 100% du temps,
- Ainsi, au bout de quatre ans d'enseignement, la langue nationale disparaît définitivement de l'emploi du temps scolaire

Pour le cas spécifique de l'école bilingue d'Amataltal, de nombreuses difficultés sont déplorées qui jouent sur la taille des effectifs ; ces difficultés concernent à la fois la cantine et le jardin scolaires

La cantine scolaire bénéficie des services d'une cuisinière négociée par la CA :

- Elle dispose de quelques vivres tels que le mil, le riz, la tomate, le sel et l'huile
- Ces vivres sont fournis par l'Etat mais ils sont insuffisants
- Ensuite, il n'y a rien pour la préparation de la sauce : pas de condiments, pas de protéine animale, pas de protéine végétale
- Il est bien prévu deux repas par jour (à midi et à 17 heures) mais la cantine de l'école ne supporte pas correctement les enfants

Le jardin scolaire n'est pas mieux loti que la cantine scolaire :

- Le jardin aurait pu appuyer la cantine, tout au moins en ce qui concerne la production des condiments
- Malheureusement, l'école ne tire encore presque rien du jardin
- En effet, le problème de son entretien constitue un véritable casse-tête

- En cas d'absence des enseignants et des élèves, le jardin est laissé à lui-même
- L'objet des absences, ce sont généralement les congés et les convocations aux séminaires.

Et, pour couronner le tout, dans la zone du projet, il n'y a pas eu de création de nouvelles écoles bilingues.

Une seule école bilingue est mise en place dans la zone :

- Elle est localisée à Amataital
- Il y a une seule école sur les trois qui étaient prévues pour cette période retenue par le projet
- Cependant, l'Etat garde toujours l'option de généraliser les écoles bilingues dans sa politique éducative
- Il semble que certaines contraintes sont venues empêcher cette réforme
- On cite par exemple l'insécurité qui prévaut pour le cas de la zone du projet.

En conclusion pour le renforcement du niveau d'éducation de la population, certaines capacités existantes ne sont pas suffisamment exploitées ; par ailleurs, l'école bilingue n'arrive pas encore à se constituer en école « modèle » à cause de diverses insuffisances ayant conduit à la réduction des effectifs des élèves.

Et, pour glisser vers l'éducation générale et technique, celle-ci ne constitue pas encore une priorité pour les populations de la zone du projet

Cela explique que, dans ce sens, le dialogue avec les autorités de l'enseignement local, régional, national n'est pas encore amorcé :

- Aucun document n'est encore conçu dans ce sens
- Pour le moment, les véritables priorités des populations semblent être les puits, les jardins, les banques céréalieres, les crédits animaux et l'alphabétisation
- Les questions d'éducation générale et technique restent encore marginales
- Elles apparaissent comme imposées de l'extérieur.

Par ailleurs, il n'y a même pas encore de plan élaboré pour la poursuite de l'éducation des adultes après le PIA3.

10.3. Extension de certains services publics dans la zone

Il est attendu, au niveau des acteurs dans le cadre du projet, des efforts pour que les habitants de la région soient respectés et obtiennent des services publics comme pour le reste du Niger.

Il est donc attendu des capacités de plaidoyer et même de lobbying.

Il y a quelques petits efforts fournis pour que les habitants de la région soient respectés mais il reste encore beaucoup à faire que pour les populations obtiennent des services publics similaires aux avantages acquis par le reste privilégié du Niger

Il ne faut pas se faire d'illusions ; certains services ne seront pas faciles à acquérir :

- Bien que situé sur la route goudronnée reliant Niamey à Agadez, Amataltal ne dispose pas d'énergie électrique
- La zone n'est pas encore couverte par les différents réseaux téléphoniques
- Evidemment, en conséquence, il ne peut y avoir non plus d'internet
- Toutefois, au moins deux des leaders de la CA disposent de d'appareils téléphoniques personnels dits « thuraya » qui peuvent passer par des satellites en cas d'absence de réseau téléphonique.

Ainsi, comparer la zone d'Amataltal au reste privilégié du Niger semble encore prématuré.

10.4. Situation de la sécurité dans la région

Avoir une certaine idée de la situation de la sécurité dans la zone est jugé important pour une appréciation des perspectives relatives aux futures possibilités de développement.

Il faut reconnaître qu'il y a effectivement des attaques à main armée dans une partie de la région qui accueille le projet

On parle volontiers de groupes armés :

- Ainsi, populations comme agents de l'état évitent de parler de rebelles
- Certaines personnes précisent bien qu'il ne s'agit plus de sécession
- Mais simplement de protestation par rapport à la misère qui prévaut
- Et, semble-t-il, c'est une pauvreté qui ne se justifie pas
- En effet, les acteurs font allusion à la richesse du pays en matière d'uranium
- Or cet uranium provient justement de la région qui abrite la « rébellion »

Ce qu'il faut comprendre, c'est que, selon les populations, l'insécurité provient en fait de deux sources

Et cela pourrait surprendre :

- Certes, il y a les groupes armés généralement constitués de Touaregs
- Mais il y a aussi des éléments de l'armée qui sont accusés de certaines attaques
- En effet, ceux-ci tirent parfois sur de paisibles voyageurs
- Et l'exemple de deux motocyclistes sur lesquels l'armée a tiré est souvent évoqué
- A certaines heures, les populations évitent certains endroits par peur non pas des groupes armés mais de l'armée elle-même

En plus, et c'est dangereux, il faut admettre qu'il y a un mécontentement presque généralisé dans la zone

Le coordonnateur du projet lui-même se positionne :

- Et en cela, il répercute le sentiment général de la population de la zone
- Il dit bien qu'il n'est pas un rebelle et que prendre des armes contre son propre pays n'est pas et ne sera jamais dans ses intentions
- Mais il précise bien haut et fort qu'il est révolté
- Il est révolté par la misère qui prévaut dans toute la zone de couverture du projet

- Et il juge que cela a atteint un degré inadmissible.

La situation d'insécurité ajoutée au mécontentement généralisé engendre la peur et limite ainsi les déplacements ; évidemment, cela ralentit ou gêne certaines activités du projet

En tout cas, par rapport à la promotion des activités d'alphabétisation, les populations accusent l'insécurité :

- La zone du projet est déclarée zone de contrôle militaire
- On parle aussi de zone de mise en garde
- C'est décrété par l'Etat à cause de l'insécurité qui prévaut liée aux attaques d'hommes armés
- Cela se passe depuis plus de deux ans
- Ainsi donc, pour faire certains trajets compris entre Abalak et Agadez, il est obligatoire d'attendre l'escorte militaire
- Or cette escorte ne se fait pas tous les jours

En conclusion à cette partie relative à l'insécurité, on peut dire que les futures possibilités de développement dépendent en grande partie de l'Etat nigérien. Il semble en effet que si les richesses tirées de la région reviennent en partie à la région et y produisent des impacts significatifs, le mécontentement qui se généralise pourrait se dissiper progressivement.

11. ANALYSE SELON LA DURABILITE DU PROJET

Après les constats et les commentaires ou les illustrations par constat, il s'agit à présent de proposer des analyses en fonction de la durabilité des acquis du projet.

Les acquis jugés essentiels dans le cadre du projet concerne plusieurs aspects : les organisations, le jardinage, les banques céréalieres, les moulins à mil, l'artisanat, les cours.

Pour chacun des aspects, il est possible de retenir plusieurs facteurs selon plusieurs principes admis pour la viabilité des projets. La mission retient de faire des analyses transversales et de résumer ces principes en trois types de durabilité : durabilité institutionnelle, durabilité économique, durabilité sociale.

11.1. Etat de la durabilité institutionnelle des acquis

La durabilité institutionnelle concerne essentiellement les aspects organisationnels. Il y est inclus l'orientation vers les acteurs à la base et la capacité organisationnelle.

L'organigramme du projet semble se confondre avec celui de la Coopérative d'Amataltal

Selon les déclarations, l'organigramme retenu pour le projet est le suivant : AG de la coopérative, Bureau de la CA et GM avec divers comités de gestion :

- C'est exactement celui de la Coopérative d'Amataltal
- Le principe de la confusion n'est pas mauvais puisque cela traduit une intégration des deux entités
- Mais est-ce que les membres de la coopérative s'approprient réellement le projet ?
- C'est non !
- Ils n'en ont pas la volonté ; ils ne recherchent pas l'appropriation
- Ils n'en ont pas non plus la capacité, la seule référence restant le coordonnateur du projet.

Le coordinateur du projet constitue un atout important au sein du projet

C'est le tableau des rôles qui le dévoile :

- Selon cet outil d'évaluation, le coordinateur du projet joue un rôle considérable dans la prise de décision
- Certes, les principaux responsables de la Coopérative d'Amataltal affirment que les décisions sont prises de façon collective ou consensuelle par l'ensemble des membres du bureau
- Il reste qu'ils reconnaissent aussi que l'essentiel des initiatives provient du coordonnateur du projet
- Il faut comprendre que celui-ci constitue une référence importante dans la zone
- Et, ce qui lui vaut cela, c'est son instruction, ses responsabilités passées et son ouverture au monde comme déjà dit.

Toutefois, il y a réellement une orientation de l'ensemble des activités vers les groupes sociaux appuyés

Le projet est rattaché à une institution reconnue, une coopérative créée par les acteurs locaux :

- La coopérative dispose de démembrements au niveau des localités
- Les activités sont ainsi bien reliées à l'autopromotion
- Des réseaux d'information sont utilisés et ont comme base une équipe de sept personnes de la contrée
- Cependant, certaines des activités du projet pouvaient laisser pensif
- En effet, du jardinage et des cours d'alphabétisation conçus comme des activités à longue échéance pour des populations nomades ne se comprennent que quand on accepte le fait que le Touareg transhumant reste malgré tout dans son terroir.

Pour la capacité organisationnelle, il y a certes des acquis mais aussi des insuffisances à corriger

Les acquis sont effectivement significatifs :

- L'organisation au niveau des groupements mis en place est raccordée aux traditions locales même si elle reprend les dénominations classiques (président, trésorier, secrétaire général, gérant...)
- La structure d'organisation instaurée est simple et maîtrisable : il y a une AG, un bureau exécutif, des groupements mutualistes et des comités de gestion
- Il reste cependant à renforcer les capacités du personnel technique et administratif et à mettre en place des instruments de travail attrayants
- Il faudra aussi penser à recourir à des apprentissages horizontaux à travers des échanges et des visites mutuelles.

Une ONG locale est en cours de création ; cette ONG, correctement appuyée, pourrait constituer une alternative importante à la GtU

L'ONG, dénommée Taghilte, revendique une vision et plusieurs thématiques :

- Une ébauche de vision est ainsi formulée : « Source d'une lutte contre la pauvreté et un développement durable est notre credo »
- La spécialité déclarée est la suivante : « Réhabilitation et forage des puits – Octroi de crédits d'animaux – Lutte contre l'analphabétisme – Lutte contre le paludisme et le VIH/SIDA – Protection de la femme et de l'enfant »
- Cette ONG pourrait en effet se charger de la mobilisation des ressources financières
- Elle pourrait aussi créer les conditions pour le renforcement des capacités au niveau des diverses organisations de la zone.

Encore, faudrait-il que l'ONG recèle les ressources humaines compétentes pouvant répondre ou faire répondre aux besoins de développement durable

Ce qu'il faut éviter, c'est que l'ONG soit motif de recul pour la CA :

- La configuration actuelle propose un schéma idéal « PTF-CA » ; la relation entre le Partenaire Technique et Financier et la Coopérative est directe
- Avec l'ONG, la nouvelle configuration risque de devenir « PTF-ONG-CA » ; cela devient un recul pour la CA si l'ONG se positionne mal

- Il vaut peut-être mieux opter pour la formule « PTF-CA-ONG » ; l'ONG devient ainsi une simple organisation de service appuyant la CA dans différents domaines dont la gestion des ressources
- Cela, ce sera seulement par rapport à la CA ; l'ONG pourrait alors s'imposer ailleurs et développer la relation traditionnelle de type « PTF-ONG-Organisation » .

Par ailleurs, divers acteurs extérieurs mais locaux interviennent dans le cadre du projet pour apporter leur appui

La Coopérative d'Amataltal n'est pas fermée et c'est une excellente chose pour la durabilité de ses acquis :

- En effet, d'autres acteurs extérieurs mais locaux interviennent dans le cadre du projet
- Il s'agit d'agents venus d'Agadez pour la formation
- Il s'agit aussi de Monsieur Amadou Maïga Sambo qui s'occupe de l'audit comptable
- Il s'agit enfin du Dr Idé Tahirou du PAC qui se charge du suivi permettant d'améliorer en partie la base de données
- Par ailleurs, il faut tenir compte les bergers recrutés pour la garde des troupeaux de bovins...

En conclusion, la durabilité institutionnelle est acquise : il y a une situation de fait qui confère cette durabilité institutionnelle avec la domiciliation du projet au niveau d'une coopérative locale et endogène.

11.2. Etat de la durabilité économique des acquis

La durabilité économique prend aussi en charge la durabilité financière.

La capacité financière des principales organisations (CA et GM) s'installe progressivement mais dans un environnement mal maîtrisé

- Les membres de la CA et des GM arrivent à faire des commentaires sur leurs biens et sur le degré de recouvrement des coûts d'exploitation de certaines initiatives telles que la banque céréalière et le moulin à mil
- Ils connaissent aussi, même si c'est approximativement, les taux de remboursement des crédits accordés (en vivres ou en animaux)
- Un bilan est ainsi faisable et c'est globalement positif
- Il reste à la CA d'apprendre à estimer les capacités et limites de l'économie locale
- C'est important puisqu'il s'agit d'un environnement dont le potentiel doit être pris en compte pour mieux valoriser ou développer les activités.

Il y a un problème, c'est que la CA ne garantit pas durablement les obligations et les droits financiers

Des crédits sont octroyés au niveau des groupements mutualistes mais ils restent mal gérés :

- Les personnes qui ne s'acquittent pas de leurs dettes ne sont pas inquiétées
- Pour la CA, puisqu'elles sont considérées comme pauvres, il n'est plus nécessaire de les appauvrir davantage en les obligeant à payer au dessus de leur force

- Et pourtant, on sait qu'il ne s'agit pas toujours d'une impossibilité mais d'un refus de payer
- Pourquoi donc ce laxisme ?
- Le problème, c'est qu'on crée un précédent dangereux pour la durabilité des activités de crédit.

Selon le tableau des rôles, il y a partage de certains coûts entre la GtU et la CA ; ce partage des coûts concerne en particulier les salaires des employés du projet

La GtU continue de contribuer à la prise en charge des employés recrutés par le projet :

- Mais il s'agit d'un appui dégressif de la part de la GtU et cela va bientôt prendre fin
- C'est ainsi que la CA prend déjà en charge les 50% des salaires des employés et, à terme, les 100%
- Toutefois, les membres de la CA parlent d'une pression trop forte et se demandent si cette prise en charge des salaires va continuer
- Pour le moment, la vente des animaux couvre encore les promesses de contribution mais c'est extrêmement dur à supporter.

Toujours selon le tableau des rôles, certains coûts sont entièrement pris en charge par la Coopérative d'Amataltal

Les coûts concernent le fonctionnement de la CA, les activités génératrices de revenus et la rétribution des bergers chargés de garder les troupeaux de bovins :

- Plus spécifiquement, pour la rémunération du berger, la CA prévoit plusieurs modalités
- Outre les vivres et les habits pour la famille, il y a les trois premières mises basses d'une vache identifiée au départ au sein du troupeau confié
- Cette dernière modalité est une forme de rémunération intéressante qu'il est possible de formaliser et de démultiplier (on paie sans vraiment le sentir)
- Ainsi, chaque berger se retrouve avec un nombre de bovins compris entre 20 et 40 à l'issue du « contrat »
- La durée du « contrat » reste malheureusement indéterminée.

La Coopérative d'Amataltal et ses démembrements disposent certes de ressources propres mais il importe d'en améliorer la gestion

En effet, la CA a mis en place un dispositif intéressant de rentrée d'argent mais celui-ci renferme quelques problèmes :

- Le troupeau de bovins grandit et rapportent à travers la vente d'animaux
- Les banques céréalières gérées par les groupements mutualistes rapportent
- Le camion de la Coopérative reste toujours opérationnel et rapporte donc
- Mais, à part celui d'Amataltal, les moulins à mil ne sont pas rentabilisés
- En effet, les distances, l'enclavement et les coûts d'égrenage ou de moulinage découragent l'utilisation des moulins par les femmes nomades
- Les crédits animaux ne rapportent pas puisqu'il n'est pas prévu d'intérêts
- Le troupeau destiné au crédit ne se fructifie donc pas et, malheureusement, il enregistre beaucoup de pertes à cause de la sécheresse
- L'espace de pâturage clôturé et mis en défens n'est pas encore opérationnel.

Par rapport à l'ensemble des charges, les ressources propres à la Coopérative d'Amataltal sont relativement faibles

Il est programmé le désengagement de DANIDA en décembre 2010 or les besoins de financement sont nombreux :

- Les employés du projet doivent continuer à percevoir leurs salaires respectifs
- L'équipe des 07 personnes qui sillonne la zone a besoin d'un petit budget pour sa prise en charge ne serait-ce qu'en ce qui concerne la nourriture
- S'il faut recruter des animateurs pour compléter l'équipe des 07 personnes, il y a des coûts en perspective en matière de logistique et de salaire
- Il y a plusieurs types d'activités à répliquer telles que l'appui aux ressources en eau, l'appui au jardinage, l'appui à l'école bilingue
- Il y a des activités à renforcer telles que les cours d'alphabétisation, l'appui à l'artisanat, les stages destinés aux jeunes hommes et femmes...

En l'état actuel des choses, il n'est pas possible à la CA de financer l'ensemble des charges sans financement extérieur.

Par ailleurs, il importe de poser le problème de la gestion financière au niveau Projet de développement intégré d'Amataltal

Cette gestion financière est en grande partie assurée par une famille mais cela s'explique :

- Il s'agit de limiter les indiscrétions
- Il s'agit d'éviter les rumeurs qui pourraient porter préjudice aux ressources du projet
- C'est ainsi que le projet est domicilié à Agadez
- C'est ainsi aussi que les ressources du projet sont en partie gérées par la famille du coordinateur
- Le comptable est le cousin (mais il a postulé et obtenu l'aval de la GtU), la secrétaire est la fille et le factotum est le fils
- Toutefois, cette organisation n'a pas été cachée à la mission d'évaluation

Le problème, c'est que cette façon de gérer les ressources financières du projet pourrait s'analyser diversement

En effet, il est possible d'en faire deux types d'analyses :

- Soit une confiscation pure et simple du projet par une seule famille
- Soit une volonté de préserver la confidentialité des dossiers sensibles du projet
- En effet le projet pourrait faire l'objet d'attaques diverses
- Ces attaques pourraient aussi bien provenir de groupes armés que de certains militaires (il y a déjà eu perquisition et tout argent trouvé aurait pu disparaître)
- Quoi qu'il en soit, de façon générale, le suivi des réalisations et l'audit financier sont assurés par des acteurs extérieurs (Dr IDE Tahirou et Amadou Maïga Sambo)
- Et cette précaution atténue l'idée de confiscation par une seule famille.

Pour sa part et confortant l'avis de la mission d'évaluation, le coordonnateur du projet réfute la thèse de la confiscation par une famille

Pour lui, plusieurs acteurs sont indépendants de sa famille :

- Les membres de l'équipe qui fait les achats au nom de la CA sont indépendants

- Les deux chauffeurs restent à cause de leur ancienneté
- Les bergers recrutés sont plutôt issus de familles Foulbé
- Plusieurs personnes indépendantes bénéficient des extrants ou des effets du projet (puits, jardinage, vivres, crédits animaux...)
- Par ailleurs, si sa fille est secrétaire du bureau, c'est que le salaire prévu est refusé par beaucoup de postulantes parce qu'insignifiant au regard du coût de la vie.

Il reste qu'il est urgent de prendre les dispositions nécessaires pour faire progressivement les transferts nécessaires à la CA

Il y a différents types de transferts :

- Il y a le **transfert de capacités** telles que les capacités techniques, organisationnelles, les capacités de négociation, de mobilisation de ressources propres, de gestion financière, de suivi-évaluation...
- Il y a le **transfert de responsabilités** telles que la gestion du projet, la gestion de la logistique, la gestion des fonds, la gestion des pièces justificatives, la planification des actions...
- Il y a enfin le **transfert du patrimoine** composé des ressources humaines, des ressources financières, des ressources matérielles et logistiques, des documents et fournitures, des outils divers tels que registres et autres outils de gestion...

Il ne s'agit pas de faire tous les transferts possibles ; les fonctions peuvent encore rester au niveau de la coordination

Le **transfert de fonctions** peut attendre ; il s'agira plutôt de proposer des compléments :

- En effet, le coordonnateur et son équipe doivent continuer à assurer certaines fonctions
- Il s'agit des fonctions d'information, de sensibilisation, d'animation et de communication
- Comme déjà évoqué, une équipe d'animateurs outillée pourrait alors apporter des compléments substantiels en matière de procédés, de techniques et d'outils d'animation
- Par ailleurs, tout ce qui est fonction de supervision et de contrôle des activités va aussi être laissé à l'équipe du coordonnateur ou l'équipe des 07.

Il est évident que les différents transferts souhaités ne seront pas faciles à opérer

En effet, comment opérer tous ces transferts avec l'analphabétisme et le niveau d'instruction extrêmement bas qui prévaut dans la zone ?

- Il y a certes des renforcements de capacités à faire en matière d'administration et de gestion
- Mais il faudra aussi idéalement recruter un minimum de personnel de haut niveau à mettre au service de la Coopérative d'Amataltal
- C'est parmi ce personnel de haut niveau qu'il faudra prévoir au moins deux animateurs de terrain pour répondre aux besoins de sensibilisation et d'animation dans les différentes localités
- Tout cela est à réaliser, idéalement, avant la fin du PDIA3.

Par ailleurs, la gestion des biens de l'ensemble des organisations est plutôt de type informel

En dehors d'Agadez, les statistiques sont inexistantes ; rien ne se compte réellement ou tout est estimé avec beaucoup d'approximations :

- 60 jardins étaient prévus, il y a eu environ 70 jardins, actuellement, il y a environ 50 jardins opérationnels
- Tel jardin fait plus de 02 ha, tel autre fait environ 600 m²...
- Le nombre de puits réhabilités est d'environ 50 si l'on tient aussi compte des appuis de la Fondation Toto
- La zone du projet comprend environ 500 à 600 campements avec environ 26 000 personnes concernées par le projet
- La CA dispose d'un troupeau d'environ 800 bœufs et vaches
- Les troupeaux sont confiés à environ 15 bergers, chaque berger pouvant se retrouver avec environ 20 et même 40 bovins à l'issue du « contrat »

On en conclut que le Touareg se méfie de compter ses biens mais, ici, il s'agit d'un projet à gérer et donc de comptes à faire et à rendre.

La gestion des ressources financières des organisations est jugée fiable mais très aléatoire

D'après les informations reçues des principaux responsables de la CA, les ressources financières sont simplement cachées :

- Au niveau des GM, il n'y a pas de compte bancaire
- L'argent est géré en « Touareg »
- Il est parfois enterré en un endroit jugé sûr
- On prend cependant la précaution d'en faire connaître la cachette à trois (03) personnes jugées sûres
- Cela préserve l'argent du vol et du pillage
- On craint surtout les attaques intempestives faites sous le couvert de l'insécurité.

En conclusion à la durabilité économique, il y a certes des ressources propres à la Coopérative d'Amataltal et à ses démembrements, mais elles ne sont pas suffisantes pour les perspectives de renforcement des acquis au cours de l'après-projet.

Par ailleurs, on observe que le Touareg a sa manière de gérer ; une manière plutôt informelle. Faut-il tout perturber (en essayant de formaliser l'informel) ou alors faut-il simplement proposer un système parallèle complétant les habitudes où tout est informel, diffus, parfois confus mais riche en enseignements ?

11.3. Etat de la durabilité sociale des acquis

La durabilité sociale s'analyse de diverses manières : selon la capacité d'absorption ou selon le rejet possible de la part de la population. Il y est intégré la caution des décideurs et les technologies introduites.

Le modèle complexe d'une banque céréalière monté à côté d'un puits, d'un jardin potager et d'un centre polyvalent est très polarisateur

Il y a en effet plusieurs pôles d'attraction :

- Dans la tradition, le puits a toujours été un lieu de convergence ou de passage des éleveurs
- Aujourd'hui, avec le projet, la banque céréalière et le jardin deviennent des lieux d'approvisionnement pour des campements éloignés des centres de distribution
- Toujours avec le projet, le centre de cours et de réunions (ou centre polyvalent) devient un espace de ressourcement avec les activités d'alphabétisation et les réunions.

Tout un dispositif est donc là pour davantage mobiliser les populations, pour les mettre en relation à court terme et même pour les sédentariser à long terme. Et cette sédentarisation ou cette stabilisation est un excellent facteur de durabilité.

Dans l'ensemble, les objectifs du projet semblent liés avec les stratégies de développement nationales

Les préoccupations générales du projet sont des contributions aux stratégies nationales de développement :

- L'autosuffisance alimentaire a sa connexion avec le programme national de sécurité alimentaire ; on parle d'ailleurs de plus en plus de souveraineté alimentaire et des organisations paysannes nigériennes s'activent dans ce sens
- La sécurité est une préoccupation non seulement nationale mais aussi internationale ; la « rébellion » ou les « groupes armés » inquiètent tout le monde
- La diversification des activités professionnelles entre dans l'objectif de la promotion de l'emploi soutenu par de l'Etat
- Enfin, le renforcement du niveau d'éducation de la population dans le cadre du projet intègre tant le système formel de l'éducation que le système non formel.

En plus, la Coopérative d'Amataltal a engagé plusieurs formes de lutte contre la désertification, ce qui arrange bien l'Etat dans sa gestion des ressources naturelles

La CA revendique cette préoccupation concernant la durabilité environnementale :

- Il y a les AGR qui constituent une alternative à la coupe du bois qui était une source de revenus
- Il y a la réhabilitation des puits qui aussi réduit la coupe du bois
- En effet, les parois des puits étaient tapissées de branches de bois ; selon les déclarations, on pouvait ainsi couper une cinquantaine d'arbres pour consolider un seul puits
- Il y a les clôtures confectionnées qui protègent les arbustes des divers prédateurs
- Il y a enfin les activités de plantation d'arbres (des gommiers) depuis 2005

Si, en conséquence, le projet peut prétendre obtenir la caution de l'Etat, certaines démarches doivent être entreprises

Il s'agit de processus jugés importants en matière de viabilité ou de pérennité des acquis du projet :

- Rechercher la caution des décideurs politiques influents

- Collaborer avec les instances politiques concernées
- Collaborer davantage avec des services étatiques et avec des projets tels que le PAC (Programme d'Actions Communautaires)
- Créer des synergies entre les acteurs public et privé (ONG)
- Tisser de bonnes relations avec les institutions de recherche ou d'appui
- Multiplier ou diversifier les partenaires techniques et financiers.

Il y a cependant, dans les objectifs du projet, des déclarations qui interpellent les consciences

En effet, certains concepts peuvent inquiéter ; il s'agit de l'autodétermination, du renforcement de l'identité et de la capacité à revendiquer des droits :

- L'autodétermination est un concept connoté (à différencier de l'autonomie)
- Cela pourrait être compris comme « le libre choix d'un statut politique par les habitants de la zone du projet »
- Il importe de se méfier de l'inscrire dans les documents de projet surtout qu'il y a eu dans le passé des velléités de sécession ou, en tout cas, des accusations dans ce sens
- Il vaut mieux préférer le concept d'autopromotion ou de renforcement de l'autonomie des organisations
- D'autres déclarations peuvent poser problème (si elles ne sont pas bien explicitées) telles que le renforcement de l'identité et de la capacité à revendiquer des droits
- En tant normal, elles sont pertinentes, mais dans cette période de « mise en garde » et pour l'ethnie Touarègue, elles peuvent prendre d'autres sens.

Toujours, relativement à la durabilité sociale, plusieurs des technologies nouvelles introduites dans la zone ne semblent pas réellement adaptées

Outre les outillages agricoles et la charrette, les technologies introduites ne semblent pas correspondre vraiment aux savoir-faire locaux :

- Pour rappel, les technologies utilisées considérées comme nouvelles sont généralement le moulin à mil, le groupe électrogène, la pompe Volanta
- La pompe Volanta convient peut-être mais elle est difficilement maniable par les femmes
- Le fonctionnement et la maintenance des autres technologies n'est pas facilement assimilation par les utilisateurs
- Aussi bien pour le moulin à mil que pour le groupe électrogène, il faut des « spécialistes » ou des personnes formées et ils sont rares
- A terme, il faut donc s'attendre à un rejet ou à une non-utilisation des ces technologies par les populations.

Par ailleurs, une des technologies introduites par le projet n'est pas vraiment rentabilisée par les populations

Il s'agit en particulier du groupe électrogène :

- Les groupes électrogènes qui sont dans les villages pour les cours d'alphabétisation sont peu utilisés
- Pour une des localités, le groupe est d'ailleurs volé
- De façon générale, les groupes électrogènes sont insuffisamment rentabilisés
- En particulier, celui qui sert à pomper l'eau du forage d'Amatal est sous-exploité

- Ce groupe est suffisamment puissant et pourrait encore servir à alimenter le jardin d'enfants, la salle de cours et de réunions, l'atelier mécanique ou le poste de soudure, l'école bilingue

Pour les deux critères que constituent ensemble l'adaptation sociale et la compatibilité écologique, une des technologies est à revisiter ; c'est le moulin à mil

Cela, c'est évidemment si l'on tient compte du dispositif actuel mis en place en matière de technologie :

- Il y a disponibilité de groupes électrogène dans les centres de cours et de réunions des villages concernés par les banques céréalières
- Il aurait mieux valu des moulins à mil électriques
- Ces moulins sont exempts de pollution
- Ils sont plus facilement maniables pour les femmes
- Par ailleurs, ils sont bien moins chers et bien moins encombrants.

En conclusion sur la durabilité sociale, on peut dire que le projet est en harmonie avec les programmes de l'Etat mais qu'il y a des déclarations à corriger et des adaptations à faire en ce qui concerne les technologies nouvelles.

12. CONCLUSIONS GENERALES

Comme pour tout projet de développement, le Projet de Développement Intégré d'Amataltal (phase 3) recèle des acquis mais aussi quelques problèmes.

Le Projet de Développement Intégré d'Amataltal enregistre plusieurs types d'acquis ; certains sont mêmes de véritables modèles à capitaliser et à renforcer

Outre la forte capacité de mobilisation des populations et la possible stabilisation progressive de nomades grâce aux activités du projet, on constate plusieurs modèles techniques de développement même si cela nécessite une formalisation plus précise :

- Modèle d'ancrage du projet à une structure locale endogène telle que la CA
- Modèle d'appui au projet de la part d'un collectif de personnes ressources (auditeur, expert en élevage, formateurs divers)
- Modèle d'organisation simple avec une CA, des GM et des comités de gestion
- Modèle complexe d'une banque céréalière (couplée avec moulin) monté à côté d'un puits, de jardins potagers et d'un centre polyvalent (un paquet intéressant)
- Modèle de gestion des vivres faite selon un double système de régulation : le principe de « un sac une famille » et la « suspension à mi-parcours ».
- Modèle de maraîchage avec une typologie intéressante de l'activité : jardins de démonstration, jardins communautaires, jardins familiaux et jardins individuels
- Modèle de crédits animaux de type « rotatif » ou « spiralaire »
- Modèle d'un dispositif d'alphabétisation sous forme d'un paquet attrayant : « infrastructure-équipement-alphabétiseur-marqueurs-indicateurs-encadrement »

Il faut préciser que ces modèles ne sont pas forcément inédits mais qu'il importe de les "visibiliser" au niveau du projet. Et si certains facteurs limitants tels que l'eau et l'alphabétiseur sont franchis, tous les modèles sont reproductibles même après le retrait du DANIDA.

Le Projet de Développement Intégré d'Amataltal enregistre aussi des faiblesses.

Il faut toutefois reconnaître que certaines faiblesses sont dues à des facteurs externes qui influencent le projet et sur lesquels la CA n'a pas de maîtrise :

- Comités de gestion locaux peu opérationnels
- Absence d'outils de gestion dans les différentes structures locales
- Gestion de type informel des biens de l'ensemble des organisations
- Absence de statistiques relatives aux réalisations du projet
- Gestion presque familiale des ressources financières du projet
- Système de sensibilisation et d'animations villageoises de type informel
- Technologies telles que moulins à mil et groupes électrogènes peu valorisées
- Epuisement prématuré du stock de sécurité des banques céréalières
- Lacunes des enseignants de l'école bilingue en matière de bilinguisme
- Cantine scolaire et jardin scolaire de l'école bilingue peu opérationnels
- Alphabétisation longue, peu fonctionnelle, proposant des classes fourre-tout à effectifs dégressifs
- Cours pour jeunes peu efficaces et peu dynamisants
- Insécurité limitant ou ralentissant les activités du projet.

Ce qui semble essentiel à retenir, c'est la prégnance de l'informel dans tout ce qui se fait ; partout, il y a besoin d'une meilleure structuration et d'une meilleure systématisation.

Le Projet de Développement Intégré d'Amataltal peut par ailleurs surseoir à certaines intentions.

D'ailleurs, certaines intentions ne relèvent pas de la responsabilité du projet ; il vaut donc mieux les abandonner pour le moment :

- Formation professionnelle à l'intention des adultes
- Crédit animal portant sur les bovins et les camelins pour se limiter aux ovins et aux caprins plus faciles à gérer et à nourrir
- Volonté d'étendre certains services publics dans la zone comparativement au reste du Niger
- Création de nouvelles écoles bilingues (ce qui, en principe, échappe à la responsabilité du projet).

Pour les deux ans qui restent au projet, il vaut mieux se concentrer prioritairement au paquet jugé intéressant et défini comme un « modèle complexe d'une banque céréalière (couplée avec moulin adapté) monté à côté d'un puits, de jardins potagers et d'un centre polyvalent ».

Maintenant, rien n'empêche d'appuyer les populations, sur la base d'autodiagnostic, à élaborer des plans participatifs de développement local pouvant donner plus de sens aux activités à mener.

13. RECOMMANDATIONS GENERALES

Les recommandations sont nombreuses ; il appartient alors à la GtU et à la CA de se concerter pour décider des propositions à retenir et à mettre en œuvre : il y a celles qui facilitent le désengagement de la GtU et il y a aussi celles qui renforcent les organisations locales.

13.1.1. Pour le développement du jardinage

Poursuivre les activités de jardinage mais en maîtriser certaines conditions :

- Mieux organiser l'activité de jardinage tout en garantissant la qualité technique ; il est par exemple possible d'opter pour cette typologie de jardinage : un jardin d'essai (formation) à Amatal, un jardin de démonstration au niveau de chaque GM (pour servir d'exemple dans la localité), des jardins de production au niveau des campements
- Pour le jardin scolaire, faire une exception ; concevoir que les planches prennent différentes formes pour des apprentissages en géométrie, en arithmétique...
- Organiser des formations pratiques sur les aspects techniques du maraîchage pour des participants venant de l'ensemble des GM (confection des planches, semis, entretiens divers, normes d'arrosage...)
- Poursuivre le fonçage et la réhabilitation des puits au niveau des jardins déjà mis en place
- Etant donné la configuration favorable du terrain dans plusieurs localités de la zone d'Amatal, réfléchir aux moyens de mettre en place des bassins de rétention d'eau dans les lieux où cela est possible
- Organiser le relevé de toutes les données statistiques relatives au maraîchage (jardins installés, dimensions, superficies emblavées, puits privés, puits réhabilités par le projet, puits forcés par le projet, volumes des productions, quantités vendues...)

13.1.2. Pour les banques céréalières

Encourager l'installation de banques céréalières mais en améliorant le paquet afférent :

- Offrir aux populations un paquet relativement complet, plus intéressant et plus stabilisateur : opter ainsi pour le modèle d'une banque céréalière (couplée avec un moulin adapté) monté à côté d'un puits, de jardins potagers et d'un centre de cours et de réunions
- Voir alors les possibilités de remplacer les moulins à mil existants par des moulins électriques supportables pour les groupes électrogènes déjà disponibles ; cela pour que les moulins appartiennent réellement aux femmes et contribuent ainsi à l'allègement des travaux dits féminins
- Renforcer la rigueur dans la gestion des banques céréalières pour que les vivres servent effectivement pendant la période de soudure et aux plus pauvres.

13.1.3. Pour le renforcement des activités génératrices de revenus

Exploiter quelques opportunités dans le domaine en guise de test ; par exemple :

- Voir la possibilité de transformer l'atelier de mécanique en un mini-centre de formation technique pour servir un exemple possible à démultiplier en cas de réussite
- Organiser des formations pour le renforcement des capacités pédagogiques des maîtres artisans disponibles et volontaires
- Ouvrir une boutique commune de vente d'objets d'art dont la gestion serait confiée aux femmes
- Poursuivre la collaboration avec l'extérieur et, en particulier, avec la GtU pour l'écoulement des produits artisanaux au niveau d'un public européen.

13.1.4. Pour la répartition des droits

Améliorer le système de crédits animaux en orientant les résultats vers les familles les plus démunies :

- Organiser avec plus de rigueur la gestion des crédits animaux, en particulier en ce qui concerne le remboursement pour éviter de créer des précédents préjudiciables à la survie de cette initiative importante pour les plus pauvres
- Pour les crédits animaux, si l'on part du principe que la religion musulmane n'autorise pas le remboursement avec intérêt (par exemple un mouton supplémentaire après trois ans pour tout lot de 10 moutons prêtés), il faut voir s'il est possible d'instaurer la zakat animale¹ au profit des plus démunis de la zone
- Organiser des cours pratiques sur l'entretien des animaux destinés au crédit et sur la santé animale.

13.1.5. Pour le renforcement organisationnelle des structures

Planifier des formations et de l'assistance technique à l'intention des principaux responsables au niveau des structures locales :

- Renforcer les capacités des leaders locaux en matière de gestion (en particulier gestion de stock et gestion financière)
- Appuyer le développement organisationnel des comités de gestion installés dans les localités pour en faire de véritables bras techniques pour les GM et de la CA
- Renforcer les capacités des leaders de la CA en matière d'approche participative pour favoriser des décisions consensuelles ou collectives.

13.1.6. Pour le renforcement de la participation aux assemblées générales

Créer des dynamiques sociales tout en cherchant à maîtriser les statistiques afférentes :

- Recruter deux animateurs de terrain (un animateur et, si possible, une animatrice) pour renforcer les activités de sensibilisation et d'animation au niveau des localités (soit directement au compte de la CA, soit au compte de l'ONG Taghilte qui va alors faire des prestations de services)
- Pour chaque type de structure locale, instaurer le principe du procès-verbal (à format simple) qui va rendre compte du nombre et de la qualité des participants ainsi que des décisions prises

¹ Zakat : Aumône légale dans la religion islamique ; une forme de charité obligatoire ; une forme d'impôt que le musulman doit payer sur ses biens après un an de thésaurisation.

- Collecter périodiquement, au niveau de chaque Groupement Mutualiste, les données relatives aux campements dispersés dans le terroir concerné en termes d'effectifs (effectif des hommes, effectif des femmes et effectif des enfants, le tout par ethnie).

13.1.7. Pour la poursuite du service social actif

Améliorer les acquis en matière d'animation sur le terrain :

- Prévoir un petit budget pour la restauration de l'équipe de 07 personnes qui sillonne les localités (villages et campements) pour informer et sensibiliser les populations
- Compléter ce travail de sensibilisation et d'animation sur le terrain en structurant les démarches et en proposant des techniques et de outils à travers le recrutement de jeunes animateurs à bien former
- Renforcer les capacités en approche participative et en techniques d'animation de tous les acteurs qui organisent des échanges avec les populations dans les villages et les campements.

13.1.8. Pour l'intensification des cours d'éducation pour les adultes

Il importe d'abandonner, pour le moment tout au moins, les idées relatives aux cours d'éducation générale et à la formation professionnelle pour se focaliser sur l'alphabétisation :

- Renforcer les capacités des maîtres alphabétiseurs en matière de pédagogie et de méthodologie surtout pour la réduction du temps de formation dans les centres (essayer de limiter le temps de formation à 300 heures)
- Améliorer l'articulation entre les cours théoriques d'alphabétisation et les activités menées à proximité
- Organiser les classes d'alphabétisation en tenant compte de l'ancienneté et du niveau de formation
- Réfléchir de façon participative et collective à l'amélioration de la situation des maîtres alphabétiseurs
- Réfléchir de façon participative à des stratégies d'installation de nouveaux centres d'alphabétisation dans les localités demandeuses puisqu'il y a un potentiel important d'auditeurs.

13.1.9. Pour l'organisation de cours pour les jeunes

Les jeunes vivent déjà un malaise et sont donc en situation de danger parce qu'instables. Plus que des cours ou des stages, il importe alors de penser à canaliser les jeunes hommes et les jeunes filles en développant diverses activités selon une démarche structurée:

- Organiser des rencontres d'autodiagnostic et de réflexion sur la situation de la jeunesse
- Organiser, à la suite, des ateliers de planification participative pour la jeunesse
- Organiser des réflexions au niveau de la CA pour la sélection des activités à mettre en œuvre à l'intention de la jeunesse

- Organiser des séances de restitution justifiées aux jeunes en répartissant les responsabilités
- Démarrer les activités décidées sachant qu'elles sont l'affaire de la jeunesse.

13.1.10. Pour la relation avec des partenaires techniques et financiers

Diversifier les partenaires et donner plus de signification à leurs contributions ; il est par exemple possible de négocier une « spécialisation » des partenaires selon des lignes de financement :

- Financement de l'outillage agricole dont des arrosoirs pour les cultures maraîchères
- Financement de puits, puits foncés, puits réhabilités, forages
- Financement de salles équipées d'alphabétisation
- Financement de la formation de maîtres alphabétiseurs
- Financement d'infrastructures pour banques céréalières
- Don de vivres pour les banques céréalières et pour les cantines scolaires (par exemple par le PAM)
- Financement d'ateliers villageois de diagnostic puis de planification...

13.1.11. Pour le développement d'une capacité d'influence sur les autorités

Exploiter l'opportunité que constitue la nouvelle ONG Taghilte et, surtout, renforcer les compétences de plusieurs des leaders locaux dans différents domaines :

- Organiser des ateliers de formation de des leaders locaux en matière de plaidoyer et de lobbying
- Organiser des ateliers de formation des leaders locaux en matière de négociation
- Organiser des ateliers de formation des leaders locaux en matière de mobilisation sociale pour structurer et mieux capter la formidable capacité de mobilisation chez les populations de la zone.

13.1.12. Pour l'enseignement en langue touarègue et l'éducation générale et technique

Appuyer le renforcement des capacités spécifiques des enseignants de l'école bilingue :

- Poursuivre l'appui aux formations sur la linguistique en particulier une meilleure participation des enseignants au niveau de la RETREB (Rencontre Trimestrielle des Ecoles Bilingues)
- Appuyer des formations sur le bilinguisme (français-touareg)
- Organiser des ateliers de formation sur les méthodes participatives pour améliorer les processus d'apprentissage
- Former les enseignants de l'école bilingue à des techniques de sensibilisation en direction d'une population réticente.

13.1.13. Pour l'extension de certains services publics dans la zone

Il ne faut pas se faire d'illusions ; certains services ne seront pas faciles à acquérir : ainsi, comparer la zone d'Amataltal au reste privilégié du Niger semble encore prématuré :

- Surseoir à cette intention semble plus sage.

13.1.14. Pour la situation de la sécurité dans la région

Il y a certes une situation d'insécurité ; mais il y a aussi un mécontentement qui se généralise de jour en jour. Tout cela engendre la peur et limite ainsi les déplacements et, partant, certaines activités du projet.

Cette situation est malheureusement au dessus des possibilités du projet. Une chose est peut-être faisable :

- Organiser des actions de plaidoyer, avec différents représentants des populations de la région d'Agadez, pour que l'Etat nigérien accepte de gérer autrement les conflits et de négocier un système de répartition des richesses tirées de la région.

13.1.15. Pour la durabilité des acquis

Exploiter les différentes opportunités et réduire certains risques :

- Mieux formaliser le paquet à offrir pour en faire ressortir la cohérence globale en identifiant les relations entre les diverses composantes : puits, jardin, banque céréalière, moulin à mil, centre polyvalent...
- Appuyer l'ONG locale dénommée Taghilte en cours de création pour ainsi en faire un relais efficace entre la CA et les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) qu'il faut diversifier ; cependant, l'ONG devrait être un prestataire pour la CA
- Poursuivre l'utilisation des acteurs extérieurs mais nigériens qui interviennent dans le cadre du projet en tant que personnes ressources apportant des appuis divers
- Améliorer la gestion de toutes les ressources de toutes les organisations locales (en particulier les ressources financières) ; proposer ainsi des outils simples et utilisables par les responsables de la CA
- Améliorer la gestion des moyens du projet ; organiser alors d'urgence mais progressivement les transferts nécessaires à la CA : transfert de capacités, transfert de responsabilités, transfert du patrimoine
- Organiser des séances de sensibilisation et d'animation sur le terrain, selon des techniques et des outils éprouvés, aux fins de proposer des plans participatifs de développement local
- Rentabiliser le groupe électrogène du forage d'Amataltal en fournissant de l'énergie à certaines réalisations mises en place ou concernées par la CA : jardin d'enfants, école bilingue, atelier de mécanique-soudure, centre de cours et de réunion d'Amataltal, clinique de santé privé, radio communautaire...
- Installer un petit château d'eau (par exemple 04 à 06 barriques) communiquant avec le château d'Amataltal pour le ravitaillement de l'école bilingue en eau potable et en eau d'arrosage

- Généraliser la création des réserves de pâturages autour des différents puits réhabilités afin de garantir aux troupeaux des moments de pâturages sur place.

14. DOCUMENTS ANNEXES

Les documents annexés sont relativement nombreux :

14.1. Chronologie des activités de la mission

14.2. Acteurs rencontrés lors de la mission

14.3. Tableau des mesures

14.4. Tableau des rôles dans le projet

14.5. Fiches signalétiques des organisations

14.6. Encadrés des localités visitées

14.7. Diagnostic du projet selon l'outil « AFOM »

14.8. Tableau synoptique des filières

14.9. Tableau des compétences de la CA

14.10. Facteurs de la viabilité au sein du projet

14.11. Statistiques relatives aux écoles

14.12. Statistiques relatives à l'alphabétisation

14.13. Statistiques relatives aux crédits animaux